

# l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

## DÉSISTE PROUVE QUE TU RÉSISTES

Le président de la République doit sortir de l'ambiguïté et demander aux candidats de son camp arrivés en troisième position, dimanche, de se retirer en faveur du Nouveau Front populaire dans toutes les circonscriptions où le RN risque de l'emporter. **P. 2**

M 00110 - 702 - F - 2,70 €  
BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD





# Macron et les siens, la République les oblige

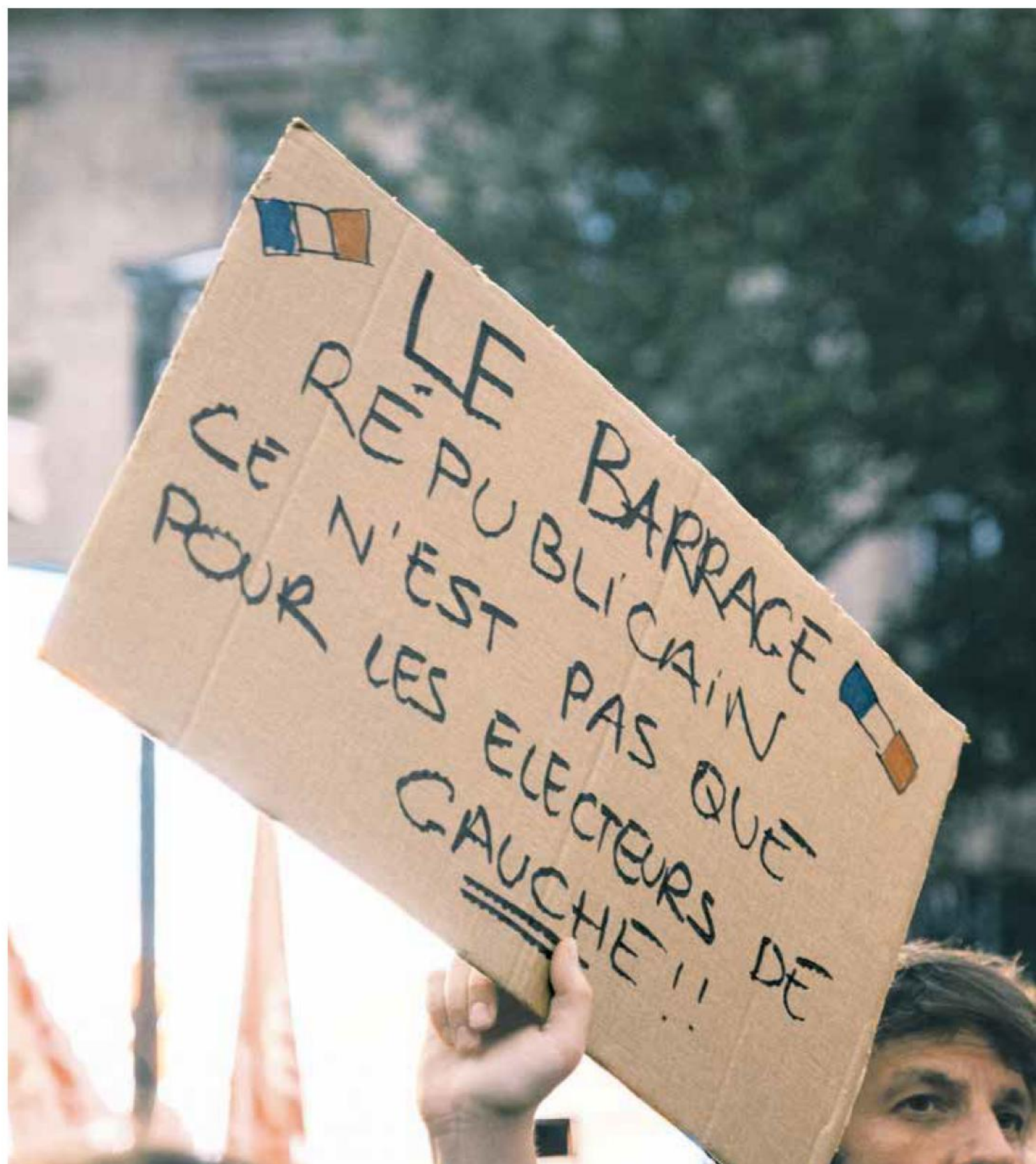
**LÉGISLATIVES** Face au risque d'une majorité RN à l'Assemblée nationale, les désistements républicains, auxquels la gauche appelle, seront décisifs. Mais le bloc présidentiel prendra-t-il ses responsabilités ?

**L'**extrême droite est un pieu. En 1968, le chanteur catalan Lluís Llach le disait en chanson dans *l'Estaca*, célèbre chant de résistance au régime de Franco. « Si nous ne pouvons nous en défaire/Plus jamais nous ne pourrions avancer », avertissait-il, sept ans avant la mort du dictateur. Pour éviter cet état définitif, selon lui, une simple voie : l'entraide entre gens de bonne volonté, un travail collectif vers un même objectif : « Si nous tirons tous/Si je tire fort par ici/Et que tu tires fort par là/Sûr qu'il tombera. » Au lendemain du premier tour des élections législatives anticipées, l'ensemble des formations politiques républicaines serait bien inspirées de s'en imprégner. L'heure est à l'état d'urgence,

**« Nous prendrons notre responsabilité devant l'histoire et devant les Français. »**

FABIEN ROUSSEL,  
SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

des « Républicains », Éric Ciotti, n'ont jamais été si près du pouvoir. Ce Graal qu'ils convoient tant, quitte à multiplier les incohérences programmatiques pour attirer des électeurs aux intérêts de classe pourtant divergents.



Rassemblement du Nouveau Front populaire à Paris, le 30 juin. BASTIEN ANDRE/HANS LUCAS/AFP



Pour le moment, selon les projections, ils pourraient obtenir, au soir du 7 juillet, entre 240 et 270 députés, donc une majorité relative. Reste que, avec 38 candidats élus au premier tour, 258 en tête dans autant de circonscriptions et 186 autres qualifiés en position moins favorable, la majorité absolue (289 élus sur 577) est à leur portée. La menace est réelle, sur laquelle veille l'ensemble de la gauche, qui a réuni, ce dimanche, 29,52 % des voix (27,99 % pour le NFP et 1,53 % pour divers gauche), distançant Ensemble ! (20,83 %).

Pour empêcher un triste épilogue, il faudra donc aux Républicains recourir au fameux « barrage ». Cet autre front auquel s'est tant de fois soumise la gauche au profit de la droite. Du 21 avril 2002, en soutien à Jacques Chirac face à Jean-Marie Le Pen, aux deux élections d'Emmanuel Macron en 2017 et 2022, pour éteindre l'avancée de Marine Le Pen. Parfois en se bouchant le nez, d'autres fois dans un état de fatigue et de lassitude intense, parfois amplifiées par l'ingratitude de ses bénéficiaires, comme le président actuel. « *J'ai conscience que ce vote m'oblige pour les années à venir* », avait pourtant déclaré le chef de l'État au soir de sa réélection, le 24 avril 2022... Avant de porter en force, quelques mois plus tard, une réforme des retraites rejetée avec vigueur par une grande partie du pays et une loi immigration infecte, revendiquée par l'extrême droite comme preuve de sa « victoire idéologique ». Lundi, Emmanuel Macron a toutefois semblé retrouver miraculeusement la mémoire face à ses ministres. « *Pas une voix à l'extrême droite*, leur aurait-il intimé. *Il faut se souvenir qu'en 2017 et en 2022, en face, à gauche, tout le monde a porté ce message. Sans cela, votre serviteur et vous, nous ne serions pas là.* » Le début d'un sursaut collectif pour éviter le pire ? Dans ce cas, au tour des forces présidentielles et de la droite républicaine de céder le passage à la gauche.

#### UN DANGEREUX TRAIT D'ÉGALITÉ ENTRE L'EXTRÊME DROITE ET LA GAUCHE

Cette gauche qui a toujours été à la hauteur des enjeux dans pareils cas. Ce 30 juin n'y a pas fait défaut. Dès 20 heures, dimanche, la gauche, dans l'ensemble de ses composantes (écologiste, communiste, socialiste, insoumise et divers gauche), a promis de se désister au profit de tout candidat arrivé en première ou deuxième position face au RN, quelle que soit la circonscription. « *Nous prendrons notre responsabilité devant l'histoire et devant les Français*, a promis Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. *Les forces républicaines doivent tout faire pour empêcher Mme Le Pen et M. Bardella d'arriver au pouvoir. J'appelle au rassemblement du camp de la République, des républicains, dans la diversité de nos opinions.* » Les sens de l'affaire étant non pas de devenir des alliés de la Macronie, mais de battre partout où c'est possible le RN.

Si ce sursaut est nécessaire, il ne l'est pas seulement pour sauver les meubles d'une République en difficulté face au vent mauvais. Ce barrage, au-delà de freiner les ardeurs de l'extrême droite et d'éviter la défaite face à elle, doit permettre la victoire des forces républicaines portées par le Nouveau Front populaire, afin de dessiner de nouveaux jours. En cumulant les données des différents camps pour ne faire qu'un élan, le front démocratique cumule au lendemain du premier tour 35 élus dès le premier tour (32 pour la gauche), 261 candidats en tête, donc en position de force (159 pour la gauche), et se retrouverait autour de candidats uniques partout ailleurs, prêt à livrer bataille face à l'extrême droite, rangé derrière le candidat le mieux placé derrière le RN.

Ce front d'urgence a-t-il au moins une chance de voir le jour ? C'est compter sans certaines prises de position irresponsables de poids lourds de la Macronie. Comme Édouard Philippe, ancien premier ministre d'Emmanuel



## ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

# Second souffle

**Le RN et ses alliés virent en tête au premier tour. La forte augmentation de la participation** leur a permis d'engranger plus de 10 millions de suffrages. De quoi couper le souffle. Et rien ne dit que le fameux plafond de verre ait été atteint. Bien évidemment il faudra prendre le temps d'analyser les ressorts de cette progression. Une chose est certaine cependant : la stratégie macroniste visant à banaliser le RN, à reprendre ses thématiques sur l'immigration, la sécurité, n'est pas pour rien dans ce résultat terrifiant pour notre pays.

**La lutte qui s'engage sera de longue haleine tant ce niveau atteint par l'extrême droite** démontre son enkystement dans la société. Les politiques néolibérales et ultralibérales basées sur la réduction de la dépense publique et la réorientation de l'argent public vers les besoins des marchés financiers plutôt que ceux des populations ont entraîné de la désespérance sociale. Elle n'a reçu pour réponse que la morgue et la violence macroniste. Le RN n'a eu qu'à désigner des boucs émissaires, attiser les jalousies, pour rafler la mise de la colère. Car le parti de Marine Le Pen n'a absolument pas l'intention de s'attaquer à ces problèmes de fond qui rendent impossible la vie

à ceux qui sont issus des classes populaires et moyennes... Fussent-ils des « bons Français ». **Banalisation du fascisme, abandon délibéré de population, creusement des inégalités**, matraquage idéologique, etc. Le recul du Rassemblement national ne pourra s'envisager qu'en s'attaquant à tous ces points en même temps. Ce n'est pas impossible et cela peut commencer dès dimanche. Le fait que le bulletin pour faire barrage au RN soit dans la plupart des cas un bulletin Nouveau Front populaire peut changer la donne. Dans la majorité des circonscriptions, il s'agira certes d'un vote républicain pour éviter la tragédie, mais aussi d'un vote pour commencer à poser les bases d'une politique nouvelle qui, en s'attaquant aux causes de la désespérance sociale, pourra désarmer durablement le RN et donner un second souffle à la République. ■

**Le fait que le bulletin pour faire barrage au RN soit un bulletin Nouveau Front populaire peut changer la donne.**

Macron, qui a indiqué dimanche, en tirant un dangereux trait d'égalité entre l'extrême droite et la gauche, qu'« aucune voix » ne devait « se porter sur les candidats du Rassemblement national, ni sur ceux de la France insoumise » au second tour.

Même tonalité du côté d'Aurore Bergé, ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, qui s'est exprimée dans le Monde : « *S'allier à la FI ? Se présenter aux Français à côté de Rima Hassan ? Non, c'est indéfendable.* » Ou encore de François Bayrou, président du Modem, pour qui « *beaucoup de Français seraient totalement désespérés de se retrouver devant un choix entre le RN et la FI* ». Mais aussi Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, qui a appelé à faire barrage au RN... sauf contre la FI. « *Je combats le RN, mais je ne vote pas pour la France insoumise*,

a-t-il exposé ce lundi. *Car la FI a pris des décisions qui sont contre la nation française, parce que la France insoumise, c'est le communautarisme, parce que la France insoumise, c'est l'antisémitisme, parce que la France insoumise, c'est la violence.* »

#### CHEZ « LES RÉPUBLICAINS », AUCUNE CONSIGNE DE VOTE NE SERA DONNÉE

Et alors que l'on attendait du premier ministre, Gabriel Attal, qu'il rappelle ses troupes à l'ordre lors de son allocution concluant cette soirée électorale, celui-ci s'est seulement borné à préciser que son camp pourrait se désister en faveur de candidats partageant « *comme (lui), les valeurs de la République* ». Sans préciser si la FI en faisait partie. Les troupes d'Emmanuel Macron s'échinent

depuis de longs mois à pointer la formation fondée par Jean-Luc Mélenchon comme flirtant avec l'antisémitisme. Chez LR, aucune consigne de vote ne sera donnée. « *Le danger qui guette notre pays aujourd'hui, c'est l'extrême gauche* », a estimé François-Xavier Bellamy, son candidat aux européennes.

Heureusement, certains représentants du camp présidentiel montrent l'exemple sur leurs terres. C'est le cas de Sabrina Agresti-Roubache, secrétaire d'État chargée de la ville et arrivée en troisième position dans la 1<sup>re</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, qui a annoncé se désister au profit de la candidate NFP, Pascaline Lécorché. « *Évidemment, je me retire*, a-t-elle immédiatement annoncé à ses militants. *Il n'est même pas imaginable que je puisse me maintenir.* » Une décision loin d'être prise par l'ensemble des candidats de Renaissance. À l'heure où nous écrivons ces lignes, 47 candidats du parti présidentiel, sur 90 qualifiés en troisième position pour une triangulaire, ne se sont pas désistés. C'est le cas notamment de Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités et de la Ruralité, devancée par le PS et le RN dans la 10<sup>e</sup> circonscription de Haute-Garonne.

Un ni-ni qui cause cependant certains remous à l'intérieur même de la formation macroniste. À l'image du coup de gueule de Xavier Iacovelli, sénateur Renaissance des Hauts-de-Seine : « *Aujourd'hui, le principal ennemi de la République, c'est le RN. Et nous devons tout faire pour que Jordan Bardella ne soit pas en capacité d'être le premier ministre de la France !* » Se donneront-ils (vraiment) tous les moyens de contrer le RN ? Verdict ce mardi à 18 heures, date limite de dépôt des candidatures pour le second tour. ■

ANTHONY CORTES

**« Je combats le RN, mais je ne vote pas pour la France insoumise. »**

BRUNO LE MAIRE,  
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE



**J**ordan Bardella tremble. Probablement guidé par la fébrilité, le premier ministre du Rassemblement national (RN) en est à quémander un débat d'entre-deux-tours à Jean-Luc Mélenchon plutôt que d'accepter de ferrailler avec Marine Tondelier. Après ses deux homologues Manuel Bompard (FI) et Olivier Faure (PS) lors des deux précédentes joutes, c'est la secrétaire nationale des Écologistes qui a été désignée par le Nouveau Front populaire (NFP) pour l'exercice. « Une figure qui peut rassurer », selon la députée écologiste Sandrine Rousseau, là où le président du RN entend miser sur l'ancien candidat insoumis à la présidentielle, personnalité clivante et symbole de la délirante diabolisation de la France insoumise.

Il ne reste plus que quatre petits jours au Nouveau Front populaire pour faire entendre qu'il est l'unique rempart face à la montée du Rassemblement national. Et espérer sortir renforcé de ces législatives anticipées. Ce qui n'est pas gagné pour toutes les forces politiques, notamment pour les communistes qui voient l'existence du groupe GDR menacée avec l'élimination au premier tour de Fabien Roussel (Nord) et Jean-Marc Tellier (Pas-de-Calais), ainsi que les ballottages peu favorables de certains autres candidats.

Mais Jordan Bardella a tout de même raison d'avoir peur : Matignon peut lui échapper. Avec près de 9 millions de voix et une présence dans plus de 300 seconds tours, la gauche est loin d'être enterrée. Si le songe d'une majorité absolue du Nouveau Front populaire s'est évaporé, l'hypothèse d'une majorité relative de la gauche n'est pas totalement à exclure. D'autant moins si le camp présidentiel renonce à l'infâme « ni RN ni FI » comme il semble en prendre le chemin d'après une information RTL : « Pas une voix à l'extrême droite. Il faut se souvenir qu'en 2017 et 2022, en face, à gauche, tout le monde a porté ce message. Sans cela votre serviteur et nous ne serions pas là », aurait dit Emmanuel Macron à ses ministres.

#### 25 % DES ÉLECTEURS RENAISSANCE SOUHAITENT FAIRE BARRAGE AU NFP

« C'est dommage qu'il ne s'en aperçoive que maintenant après avoir passé trois semaines à nous pilonner », relève Ian Brossat, sénateur et porte-parole du PCF. Car, si le président de la République semble penser qu'il dispose d'un tableau magique, sa campagne de diabolisation de la gauche produit toujours des effets dans son électorat : d'après un sondage Elabe d'avant premier tour, 25 % des électeurs Renaissance souhaitaient faire barrage au NFP et 31 % au RN. Arrivée en troisième position dans 105 circonscriptions (contre 78 pour Renaissance), c'est bien la gauche qui paiera le plus lourd tribut pour faire barrage lorsque l'extrême droite est placée en tête d'une circonscription. « Notre score national n'est pas dérisoire mais il est concentré dans les grandes métropoles. En dehors de ces zones, nous ne sommes pas

## NOUVEAU FRONT POPULAIRE

# L'alliance de gauche s'affirme en premier rempart contre le RN

Avec ses 9 millions de suffrages, le camp progressiste veut faire le match avec l'extrême droite, pour la priver d'une majorité absolue. Pour réussir, il compte sur le barrage républicain.

assez forts et nous arrivons trop souvent à la troisième place. Nos faiblesses de 2022 se sont accentuées », regrette Ian Brossat.

Dans les centres urbains et les quartiers populaires, le NFP arrive largement en tête. C'est même dans ces territoires qu'ont déjà été élus, au premier tour, la plupart des 31 candidats du NFP comme les insoumis Mathilde Panot (Val-de-Marne), Manuel Bompard (Bouches-du-Rhône) ou Sarah Legrain (Paris), les socialistes Olivier Faure (Seine-et-Marne) ou Emmanuel Grégoire (Paris), les écologistes Marie-Charlotte Garin (Rhône)

ou Sophie Taillé-Polian (Val-de-Marne) et les communistes Stéphane Peu (Seine-Saint-Denis) et Elsa Faucillon (Hauts-de-Seine). Ailleurs, la gauche peine à percer. Et, au vu des longs mois de dénigrement, il pourra être encore plus difficile de faire voter des électeurs macronistes pour des gens que le pouvoir n'a cessé de traiter d'« antisémites ».

« Il faut convaincre les progressistes, les humanistes que nous sommes les défenseurs de la République, des principes fondateurs qui font que la France est une grande nation, avance la députée insoumise

Clémentine Autain. Nous sommes le camp des solutions et de l'apaisement quand le RN est le camp de la fracture et de la haine de l'autre. » « Leurs premières mesures seront des mesures de discrimination, en remettant en cause le droit du sol et en distinguant les binationaux. Ce serait une rupture avec tout ce que nous avons constitué depuis la Révolution française. Un apartheid. », assure Olivier Faure. Et Ian Brossat de marteler que « le seul enjeu, c'est éviter d'avoir une majorité absolue pour l'extrême droite ». ■

EMILIO MESLET



Annnonce des résultats des législatives par le NFP, le 30 juin, place de la République, à Paris. À la tribune, Igor Zamichiei, coordinateur exécutif national du PCF. ADNAN FARZAT/NURPHOTO/AFP



**Q**uelle est votre analyse des résultats du premier tour des législatives anticipées ?

J'y vois trois enseignements. Tout d'abord, la confirmation de la catastrophe électorale que beaucoup craignaient. À travers la dissolution, le président de la République a offert au RN la possibilité de créer une dynamique forte entre les élections européennes et législatives. Ensuite, cette forte mobilisation en faveur de l'extrême droite ne doit pas faire ignorer les autres dynamiques. L'unité à gauche offre notamment une alternative sérieuse à l'effondrement du camp présidentiel. Le nombre très élevé de triangulaires implique que le second tour est très ouvert, et qu'un projet républicain reste possible. Enfin, ce premier tour met tous les acteurs politiques et de la société civile face à leurs responsabilités. Ceux qui continuent à créer de fausses équivalences entre la FI et le RN contribuent à faciliter une majorité absolue pour l'extrême droite. Ceux qui donnent des consignes de vote claires contre le RN se placent dans une logique de coalition et de compromis indispensable pour sortir le pays de l'impasse.

**Que pensez-vous de la dynamique impulsée par le Nouveau Front populaire ?**

La formation du Nouveau Front populaire (NFP) est et restera la solution. C'est une réponse indispensable face au péril qui menace le pays. Mais cette formation, qui s'est réalisée dans l'urgence, doit désormais dépasser la question des partis. La société civile doit faire pression sur les partis politiques pour qu'ils mettent un terme à leurs divisions. Comme aucun parti à gauche n'est assez puissant pour pouvoir prétendre imposer son propre projet aux autres, il faut de la négociation et de l'humilité. Et les acteurs de la société civile peuvent en être les garants. Ce sont eux qui racontent le pays et les majorités silencieuses. Ce sont eux qui peuvent donner corps à des coalitions électorales très fragiles. C'est une nécessité de s'appuyer sur eux, car le RN joue aussi largement sur le discrédit des partis politiques. Aujourd'hui, pour faire barrage à l'extrême droite, les appels qui se situent uniquement au niveau du registre moral ne fonctionnent plus. Beaucoup de nos concitoyens, en cinquante années de présence de l'extrême droite, ont fini par ne plus en avoir peur.

**Comment expliquez-vous que le discours de la gauche trouve moins d'écho que celui de l'extrême droite ?**

On assiste à une guerre des récits. La force de l'extrême droite est d'être parvenue à construire le mythe puissant d'une nation assiégée par les immigrés et « les Français de papier ». Grâce à cette rhétorique de la peur, le parti lepéniste a sacralisé le concept de la préférence nationale et l'idée de « valeurs traditionnelles » qu'il faudrait défendre car contaminées par les étrangers.



« Nous devons remporter la guerre des récits »

Selon le politologue **Rachid Benzine**, le Nouveau Front populaire peut encore gagner au second tour des législatives. À terme, la gauche doit se reconstruire en réactivant les solidarités entre les classes populaires, rurales comme urbaines.

« Ce premier tour met tous les acteurs politiques et de la société civile face à leurs responsabilités. »

PATRICE NORMAND/LEEXTRA/OPALE.PHOTO

Ces récits sont au-delà de la rationalité, car ils puisent dans des archétypes universels et des émotions profondes. Face à cet argumentaire, cela fait trente ans que la gauche essaie de changer les perceptions en recourant à des analyses empiriques. Force est de constater que cela ne fonctionne pas. Il est donc nécessaire de construire un contre-récit capable de rassembler et d'inspirer un sursaut. L'alliance de gauche en a le potentiel, elle peut convoquer cette idée du Front populaire qui est un récit fondateur et a apporté du changement. Ce contre-mythe doit reposer sur un pacte avec la société civile, pour réactiver les solidarités entre les classes populaires, rurales comme urbaines.

**Qu'est-ce qui vous effraie le plus dans l'hypothèse de l'accession du RN au pouvoir ?**

Je redoute d'abord un grand chaos. Ce qui est grave, c'est qu'une partie de nos institutions ont déjà basculé. En fait, s'il parvient au pouvoir, le RN ne réussira qu'à diviser davantage la société française, jusqu'à la déchirer. En plus de la perte des acquis de la République et de l'affaiblissement intérieur comme extérieur du pays, je pense que nous ne serons pas à l'abri de violences graves entre individus. Elles ont déjà commencé.

**Après les élections législatives, comment envisagez-vous la suite pour la gauche ?**

Je souhaite qu'elle s'appuie davantage sur la société civile. Je pense que celle-ci a un savoir-faire, des solutions très concrètes, et on doit y revenir. Il faut créer de la reconnaissance, il faut travailler sur les communs, sur la mise en commun des énergies. Il faut être capable de créer un récit commun, c'est-à-dire de mettre en commun nos récits. Pour ce faire, il faut partir du travail quotidien des petites mains, qui croient encore en la cohésion nationale, dans les valeurs de la République, et qui œuvrent chaque jour à ce que la société ne s'effrite pas davantage. Nous devons aussi développer des politiques publiques qui créent de la reconnaissance entre les citoyens et les institutions. C'est ainsi que l'on pourra créer une dynamique. Il faut donc amorcer des réformes, celle de l'action publique, mais surtout celle de l'incarnation. Emmanuel Macron a voulu tout incarner, et c'est ce qui lui a valu tant de détestation. Au contraire, je pense que l'incarnation doit être multiple, à tous les niveaux, et que c'est ainsi que les relais politiques et sociaux peuvent fonctionner. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
SCARLETT BAIN ET LUCIEN ROULLÉ

Dernier ouvrage paru : *Dans les yeux du ciel*, roman, Seuil, 2020.



**RASSEMBLEMENT NATIONAL**

# Galvanisée, l'extrême droite cible la gauche

Pour le parti de Marine Le Pen, ce premier tour acte la disparition du macronisme. Fort de résultats historiques sur quasiment l'ensemble du territoire, le RN vise désormais le seul obstacle qui se dresse encore : la gauche, incarnée par le Nouveau Front populaire.

**U**ne majorité absolue ou rien. L'ivresse du pouvoir grise l'état-major du parti d'extrême droite, sûr de sa force et confiant dans une victoire totale, le 7 juillet. Marine Le Pen jette déjà les couronnes de fleurs sur le cercueil de la Macronie, se félicitant « *de tourner la page après sept ans de pouvoir méprisant et corrosif* ». Il fait en effet peu de doute que le président de la République, de par sa politique et son mode de gouvernance, porte une immense responsabilité dans le score obtenu par l'extrême droite lors de ce premier tour des législatives qu'il a lui-même convoquées.

Au surlendemain d'un scrutin historique, les chiffres atteints par le Rassemblement national (RN) témoignent non seulement d'une énième percée, mais d'une implantation solide sur l'ensemble du territoire. Avec 485 candidats qualifiés, dont 297 en tête sur 577 circonscriptions, il peut mathématiquement gagner dans 417 d'entre elles. « *Cette dynamique électorale ne date pas d'hier* », analyse Luc Rouban, directeur de recherches CNRS au Cevipof de Sciences-Po : « *Déjà en 2022, avec l'élection de 89 députés, le RN lui-même avait été surpris de ce nombre. C'est le résultat d'une longue maturation, d'une crise profonde, exprimée en partie par les gilets jaunes.* »

Cette progression se constate désormais partout, à l'exception de certains territoires d'outre-mer et, surtout, des grands centres urbains de la métropole. Sur 76 candidats élus dès dimanche, 39 appartiennent au RN, qui passe de 4 millions de voix en 2022 à 10,7 millions lors du premier tour des législatives. Il consolide ses zones de force dans le Nord, l'Est et le Sud, et peut réaliser le Grand Chelem dans plusieurs départements : Aisne, Aube, Ain, Pas-de-Calais, Meuse, Yonne, Var,



Arrivée du président du parti à la flamme à son QG, ce lundi. BENOIT TESSIER / REUTERS

Lot-et-Garonne ou Vaucluse. Mais la nouveauté consiste dans le transfert massif de l'électorat de droite vers le RN dans des régions de droite « traditionnelle » comme les Pays de la Loire, l'Alsace ou le Centre. En Bretagne, où l'extrême droite n'avait jamais réussi à qualifier un candidat pour le second tour, elle en compte 5 désormais.

## **LE VOTE RN NE PEUT PLUS SIMPLEMENT ÊTRE ANALYSÉ COMME UN REJET**

Ce résultat est aussi une conséquence de la légitimation du RN par Emmanuel Macron, qui n'a eu de cesse de

l'ériger en adversaire principal. Dans un entretien publié sur *The Conversation*, l'historien de la V<sup>e</sup> République Mathias Bernard décrit un chef de l'État qui « *a contribué à la progression du RN et favorisé sa prise de pouvoir* ». D'abord, « *en cherchant à recomposer la vie politique française autour de deux nouveaux pôles – les nationalistes conservateurs et les progressistes – , il a fait du RN la principale force d'opposition à sa politique (...) de plus en plus impopulaire* ».

Cette élection marque un tournant : le vote RN ne peut plus simplement être analysé comme un rejet, mais bien



comme une adhésion qui traduit une volonté de le porter au pouvoir. « *La hausse de la participation a profité au RN, qui a mobilisé sur la perspective d'une victoire* », décrypte Luc Rouban, pour qui « *il existe un phénomène de vote utile à droite, où tout l'électorat converge vers le RN. Reconquête ! lui a bien servi en captant les thèmes identitaires et en permettant au RN de se poser sur le terrain social, même si c'est artificiel* ». Ralliement d'Éric Ciotti, dont les candidats ont bénéficié de la marque RN, retour de Marion Maréchal... le parti à la flamme a tout siphonné. Il doit donc compter sur une nouvelle mobilisation d'absentéistes – ce qui est loin d'être impossible lorsque la perspective d'une victoire se dessine. Éric Zemmour, idiot utile de la « Lepénie », finit Gros-Jean comme devant avec 0,7 % des voix. Celui qui tire bon nombre de ficelles à l'extrême droite, Vincent Bolloré, a vite changé de poulain : désormais, il s'agit de Jordan Bardella.

#### **JORDAN BARDELLA A RÉCLAMÉ UN FACE-À-FACE AVEC JEAN-LUC MÉLENCHON**

Toutefois, pour Luc Rouban, deux erreurs sont trop souvent commises pour analyser le vote RN : « *Le réduire à de simples questions institutionnelles, comme la démocratie directe ou la proportionnelle qui, on le voit, ne changent rien. Et le réduire au racisme : l'immigration est soulevée en tant que problème d'intégration, avec un modèle républicain qui est en danger. Mais quand l'État et les services publics reculent, c'est la République qui ne fonctionne plus. Cela touche tout le monde, y compris les cadres.* »

Désormais, un seul adversaire se dresse encore sur la route du chemin vers le pouvoir, à savoir la gauche du Nouveau Front populaire (NFP). Les caciques du parti à la flamme l'ont bien saisi, et s'en prennent à elle avec une violence verbale saisissante. Dans une lettre adressée

**Désormais, un seul adversaire se dresse encore sur la route du chemin vers le pouvoir, à savoir la gauche du Nouveau Front populaire (NFP).**

aux Français, ce 1<sup>er</sup> juillet, le président du RN estime que « *deux choix clairs s'offrent à (eux)* » : les candidats de la gauche, qualifiés « *d'agents du chaos, grimés en NFP – qui est en réalité une alliance du pire rassemblant l'extrême gauche derrière Jean-Luc Mélenchon* », une coalition qui « *piétine le droit à la propriété privée* » – tremblez, bourgeois – et « *se fait complice de ceux qui contestent notre culture et les principes de la République* ». Ou bien les candidats du RN, partisans de « *l'ordre dans les rues et dans les comptes publics, du respect des institutions et des oppositions* ». Jordan Bardella a également réclamé un face-à-face avec Jean-Luc Mélenchon, présenté comme un repoussoir, quand bien même le leader insoumis n'est ni candidat ni chef de file du NFP. Là encore, la responsabilité du chef de l'État est écrasante, selon Mathias Bernard : « *Depuis 2022, le président réélu et sa majorité ont contribué à banaliser le RN en donnant le sentiment que c'est désormais la France insoumise qui constitue la principale menace pour l'ordre républicain.* » Les prises de position déshonorante d'une partie du bloc macroniste, d'Édouard Philippe à Bruno Le Maire en passant par Aurore Bergé, ouvrent ainsi en grand les portes de Matignon au RN. Et c'est bien la gauche qui en constitue le dernier obstacle.

Afin de capter les quelques voix qui lui manquent pour obtenir une majorité absolue, Marine Le Pen a choisi de mettre l'accent sur le social, en souhaitant parler « *des retraites, de l'assurance-chômage et de la protection sociale* ». Le retrait de la réforme de l'assurance-chômage, annoncé ce lundi par Gabriel Attal, est ainsi présenté comme une victoire du RN. Un dernier men-songe pour la route. ■

**BENJAMIN KÖNIG**



Aurélien Pradié, à son bureau à Cahors. Le député sortant a obtenu 42,25 % des voix. VALENTINE CHAPUIS / AFP

## **« LES RÉPUBLICAINS »**

# Quand la droite se prend une droite

Avec 6,57 % des voix au niveau national lors du premier tour, le parti de Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand et Valérie Pécresse confirme son déclin et expose ses fractures.

« **L**es Républicains » non-RN ne remportent finalement que 6,57 % des voix au national pour ce premier tour des législatives – en deçà des 10 % que prévoient les premières estimations au soir du vote. En 2022, ils cumulaient encore 10,42 % des suffrages : la hausse de la participation n'aura pas joué en leur faveur. Une déconvenue supplémentaire, pour un parti fracturé et en déclin.

Un seul député LR a été élu dès le premier tour : le sortant Philippe Juvin, dans la 3<sup>e</sup> circonscription des Hauts-de-Seine. Aurélien Pradié, député sortant lui aussi mais qui a quitté le parti le 26 juin, arrive largement en tête avec 42,25 % des voix dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Lot, devant la candidate du NFP Elsa Bougeard (24,33 %) et la candidate RN Slavka Mihaylova (23,06 %). Mais pour une large partie des forces, y compris des poids lourds de la formation de droite, la partie est loin d'être gagnée.

La secrétaire générale du parti, Annie Genevard, se place en tête dans la 5<sup>e</sup> circonscription

du Doubs, avec 35,20 % des voix, mais est talonnée par la candidate du RN Florianne Jeandenand, qui obtient 33,73 % des suffrages. LR se retrouve également en difficulté dans des terres historiquement acquises à la droite, comme en Moselle où le secrétaire général adjoint des « Républicains », Fabien Di Filippo, arrive, avec 35,73 % des voix, derrière Océane Simon (RN) qui totalise 42,68 %. Dans le Haut-Rhin, Raphaël Schellenberger n'obtient que 29,15 % des voix, contre 41,87 % pour Marion Wilhelm, du RN. Dans l'Aisne, où quatre circonscriptions sur cinq sont tombées aux mains du RN dès le premier tour, Julien Dive totalise 35,66 % des voix, distancé par Philippe Torre (RN), à 47,06 %.

#### **« LE DANGER, C'EST L'EXTRÊME GAUCHE »**

L'écrasante majorité des élus LR nationaux n'ont pas cautionné l'alliance de leur président, Éric Ciotti, avec le RN. Pour autant, la tendance semble pencher vers l'extrême droite. Pour l'eurodéputé François-Xavier Bellamy, qui s'exprimait dimanche soir sur le plateau de TF1, « *le danger*

*qui guette notre pays aujourd'hui, c'est l'extrême gauche* ». La formation de droite, renvoyant dos à dos le RN et la FI, n'a pas donné de consigne de vote, mais certains de ses membres affichent néanmoins un choix clair. Au sein des LR, il reste manifestement encore des divisions à exploiter.

« Les Républicains » bénéficieront pourtant d'un report partiel des voix du NFP et de ce barrage contre l'extrême droite qu'une part d'entre eux rejette. Ainsi Laurent Wauquiez, de retour dans sa circonscription de Haute-Loire et en tête avec 36,8 % des voix, profitera sans doute aussi du désistement de la candidate du NFP, l'écologiste Celline Gacon, même si elle n'a pas appelé à voter pour lui. Idem pour le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, Olivier Marleix, député depuis 2012, en ballottage défavorable dans sa circonscription d'Eure-et-Loir avec 25,92 % des voix, contre 38,33 % pour le RN Olivier Dubois. La candidate PS du NFP, Nadia Faveris, qui le talonnait avec 25,59 %, a annoncé son désistement. Le barrage ne fonctionne que dans un sens. C'est à se demander qui reste encore « républicain ». ■

**JESSICA STEPHAN**



**MINORITÉ PRÉSIDENTIELLE**

# Emmanuel Macron veut sauver son camp

La défaite de la majorité sortante, absente du second tour dans près de la moitié des circonscriptions, acte la fin du macronisme pour un an au moins. Pour autant, un bloc central important devrait se maintenir à l'Assemblée.

**U**n siècle semble s'être écoulé depuis la vague macroniste de 2017. Le camp présidentiel n'est désormais prophète nulle part en son pays. Un chiffre dit tout de l'effacement du camp présidentiel, au surlendemain du premier tour des législatives. Alors que le Rassemblement national est parvenu à faire élire 39 députés dès le premier tour, le Nouveau Front populaire 31 – ce qui témoigne de leur large domination dans certains territoires –, la coalition Ensemble! n'en compte que 2: Pierre Cazeneuve, dans les Hauts-de-Seine, et Moerani Frébault, figure de la droite anti-indépendantiste en Polynésie.

Au total, les candidats de la majorité (Renaissance, Modem, Horizons) ne

se qualifient que dans 319 circonscriptions sur 577, et arrivent en tête dans seulement 69. Seuls l'Ouest parisien, les Hauts-de-Seine, une partie des Yvelines, de la Loire-Atlantique et de la Bretagne semblent encore être des « bastions » macronistes. À relativiser car même des poids lourds de la majorité comme Gabriel Attal ou Yaël Braun-Pivet, dans des circonscriptions réputées imperdables, doivent en passer par un second tour.

Dans 45 % des circonscriptions, le second tour se jouait dès dimanche soir sans la majorité présidentielle sortante. En ajoutant les désistements déclarés, cela représente plus de la moitié de la carte électorale où les macronistes sont hors jeu. Dans 96 circonscriptions, Ensemble! arrive en effet en troisième position dans des triangulaires où il est impossible qu'il l'emporte. À l'heure

où nous écrivions ces lignes, nous comptons 50 désistements macronistes, au nom du barrage contre le RN (mais la Macronie tergiverse encore quand le candidat du Nouveau Front populaire est insoumis). En Côte-d'Or, Fadila Khattabi, ministre en charge du handicap, se désiste au profit du PS: « *Je distingue mes adversaires politiques des ennemis de la République.* » Idem pour Marie Guévenoux (outre-mer) dans l'Essonne et Sabrina Agresti-Roubache (Ville), à Marseille. À Paris, l'ex-ministre des Transports Clément Beaune est battu sèchement dès le premier tour par Emmanuel Grégoire, premier adjoint d'Anne Hidalgo (PS-NFP).

Pour le reste du gouvernement, l'essentiel des ministres devraient être réélus mais, dans de nombreux cas, uniquement si le barrage fonctionne grâce au désistement

de la gauche. C'est le cas d'Aurore Bergé, de Marc Fesneau, Hervé Berville, Agnès Pannier-Runacher, Marina Ferrari, Guillaume Kasbarian, Frédéric Valletoux et de l'ex-première ministre Élisabeth Borne. Coincés dans des triangulaires ou des duels où la gauche est en tête, les ministres Patricia Mirallès, Sarah El Haïry, Dominique Faure et Stanislas Guerini pourraient être battus.

**C'EST AVANT TOUT AUX RETRAITÉS QU'ENSEMBLE! DOIT SA SURVIE**

Ce résultat sonne le glas du macronisme tel qu'on l'a connu depuis sept ans. La coalition élyséenne n'est pas en mesure, mathématiquement, de prétendre à la majorité absolue et la majorité relative apparaît hautement improbable. La conduite verticale du pouvoir par le chef de l'État s'est crashée contre un mur qu'il aura lui-même érigé, faisant fi des colères suscitées par ses réformes. Est-ce à dire pour autant que le bloc central, une des trois forces structurantes issues de la tripartition de 2022, est mort et enterré? Non.

Paradoxalement, les candidats Ensemble! (et, dans une moindre mesure, les LR non ciottistes) ont largement bénéficié du regain de participation entre les élections européennes et les législatives. En l'espace de trois semaines, la Macronie s'est remplumée de 2,8 millions de voix (3,6 millions à l'élection européenne, contre 6,4 millions dimanche). Comme d'habitude, c'est avant tout aux retraités que le camp présidentiel doit sa survie: 29 % d'entre eux ont glissé un bulletin de vote Ensemble!, 32 % si l'on ne regarde que les retraités aisés. Cette catégorie de la population est la dernière à placer les macronistes en tête, même si le RN rogne de plus en plus de voix. De plus, Ensemble! totalise 26 % des suffrages chez les cadres, même si la gauche est désormais première dans ce segment électoral. Preuve que le



**Avec le jeu des désistements, Emmanuel Macron peut espérer conserver un intergroupe autour de 100 à 150 sièges.**

bloc libéral incarne encore, pour les plus âgés et une partie des plus aisés, la figure rassurante du parti de l'ordre, quand le RN n'a pas encore totalement explosé son plafond de verre.

Avec le jeu des désistements, Emmanuel Macron peut espérer conserver un intergroupe autour de 100 à 150 sièges. Au soir du premier tour, le chef de l'État a appelé à un « *large rassemblement clairement démocrate et républicain* ». Au-delà de la consigne de vote, l'expression esquisse les contours de la « *majorité de projets* » qu'espère encore bâtir Emmanuel Macron pour garder la main, en trouvant chez LR et au PS les sièges qui lui manquent. Le second tour reste déterminant pour l'Élysée, en vue de futures tractations. ■

Même Gabriel Attal, qui est dans une circonscription réputée imperdable, doit en passer par un second tour. Le 30 juin, à Paris.

**CYPRIEN CADDEO**



# « La bagarre avec le RN va être dure »

Qualifiée pour le second tour, dans la 4<sup>e</sup> circonscription d'Ille-et-Vilaine, la députée FI Mathilde Hignet affronte un candidat d'extrême droite qui la devance sans même avoir eu besoin de faire campagne au premier tour.



Pour la candidate insoumise « les citoyens demandent de la considération sociale ». MATTHIEU CHANEL POUR L'HUMANITÉ

Ille-et-Vilaine, envoyée spéciale.

**L**a 4<sup>e</sup> circonscription d'Ille-et-Vilaine est la seule de ce département où le RN est arrivé en tête au premier tour des législatives. Dimanche soir, le candidat lepéniste Jacques François a obtenu 32,3 % des suffrages, soit seulement 136 voix de plus que la députée sortante, l'insoumise Mathilde Hignet (32,1 %). Celle qui porte les couleurs du Nouveau Front populaire (NFP) ne ménage pas ses efforts et sillonne la circonscription :

marchés, porte-à-porte, réunions publiques... contrairement à son concurrent qui a jusqu'à présent laissé la campagne se dérouler au niveau national. « Il a expliqué que les délais restreints ne permettaient pas de faire campagne locale » pour le premier tour, pointe la députée sortante.

Voilà donc un candidat qui sans bouger le petit doigt se retrouve au second tour. « La bagarre avec le RN va être dure. Désormais, ils vont mettre le paquet », pointe Christian Peltais, militant communiste. Mais les troupes du NFP sont prêtes : dans la foulée de la dissolution, un besoin de se mobiliser

a émergé : 250 bénévoles participent à la campagne, soit bien plus que les 50 militants présents en 2022. Une dynamique de réaction face à la progression historique de l'extrême droite aux européennes, confirmée à l'issue du premier tour des législatives.

Et ce n'est pas la seule chose qui a changé depuis 2022, explique la candidate : « Les gens en ont marre. » La population est partagée entre inquiétude et dégoût de la politique, à force de mépris de la part du gouvernement, de coups de force et de promesses non tenues. Dans cette situation, le matraquage politique et médiatique des

thématiques de l'extrême droite a gagné du terrain. Tony, 37 ans, qui a déjà voté pour la FI, souligne d'ailleurs un « vrai problème : on n'entend jamais la gauche parler d'immigration. Le RN, lui, ne parle que de ça, et à côté ce n'est que du vide ». Dans ce territoire qui compte plus de 50 % d'employés et d'ouvriers, les sujets de préoccupation des citoyens rencontrés par Mathilde Hignet, ce sont surtout « la reconnaissance du travail et le pouvoir d'achat. Les gens ont une petite retraite, un salaire pas énorme ». « Il y a une demande de considération sociale. Le travail contre le RN, c'est aussi le dialogue au plus près des gens », mesure Jean-René Marsac, député PS de la circonscription de 2007 à 2017, lors d'un « apéro populaire » de campagne.

Ce soir-là, à Guipry-Messac, commune de 7 200 habitants, la Confédération paysanne a également fait le déplacement en soutien à Mathilde Hignet. « Une décision exceptionnelle », souligne Sébastien Vétill, porte-parole local du syndicat agricole. L'insoumise de 31 ans est d'ailleurs elle-même ouvrière agricole. Fille d'agriculteurs locaux, elle a travaillé dans l'exploitation familiale après le lycée agricole. Un atout dans cette circonscription, souligne son suppléant, l'écologiste Jean-Marie Le Gall : « On a une personne sur le territoire qui nous représente. » Une qualité soulignée lors de l'apéro. Mais pas forcément lors des porte-à-porte, durant lesquels plusieurs personnes sous-entendent qu'elles votent RN.

## UN SCRUTIN ARBITRÉ EN PARTIE PAR LES ÉLECTEURS MACRONISTES

À leurs yeux, dans le programme du NFP, « il n'y a rien qui va ». « La droite me convient beaucoup mieux que la gauche. Je suis pour une sortie de l'Union européenne. Une bonne partie des fachos sont dans les partis de gauche maintenant », souffle un habitant. Un autre critique « la mentalité des politiques » assénant : « On va repartir avec du neuf. J'espère. »

Rien à attendre pourtant du RN, qui ne propose rien d'autre que de taper sur les immigrés. Alors quand Mathilde Hignet annonce pendant « l'apéro populaire » que le NFP veut augmenter les salaires, bloquer les prix et taxer les plus fortunés pour financer les services publics, plusieurs prêtent une oreille attentive. Reste que le second tour sera en partie arbitré par l'attitude des macronistes. La candidate Renaissance Anne Patault, elle aussi qualifiée pour le second tour des législatives, avec 24,06 % des voix, s'est d'abord déclarée « en réflexion » quant à son maintien ou non. Elle devait finalement annoncer lundi après-midi son désistement. Le candidat LR, Jérémy Gilbert, qui a obtenu 8,85 % des voix, n'a pas donné de son côté de consigne de vote. « J'ose espérer que chez LR il y a encore des voix républicaines », insiste Mathilde Hignet, qui reste déterminée : « Triangulaire ou non, nous allons continuer avec des porte-à-porte et des rassemblements républicains pour faire barrage à l'extrême droite. » ■

JESSICA STEPHAN

## REPORTAGE



# Mutations et variations des trois blocs

Élargissement du socle du RN ; ultime sursaut en forme d'agonie pour le macronisme ; et une gauche qui se maintient mais qui paie un mode de scrutin défavorable : le premier tour de ces élections législatives anticipées semble accélérer l'évolution de la dynamique de la tripartition de la vie politique française.

**L**es enseignements sont par définition temporaires (le second tour en apportera peut-être d'autres), mais alors que ce scrutin législatif apparaît comme le plus civique (66,7 % de participation) depuis l'inversion du calendrier électoral en 2001 et la subordination de fait de l'élection de l'Assemblée nationale à celle du président de la République, il dessine un paysage complet du rapport de force politique.

## À qui a profité le sursaut de mobilisation ?

Près de 33 millions d'électeurs se sont déplacés dimanche, contre 25,4 millions le 9 juin, lors des européennes. Le recul de l'abstention est constatable parmi toutes les catégories d'âge, avec une prime chez les moins de 34 ans (+ 17 %) par rapport aux aînés (+ 13 % chez les 60-69 ans et + 9 % chez les plus de 70 ans), phénomène assez logique à l'occasion d'une hausse générale de la participation : celle-ci rebondit davantage parmi les catégories traditionnellement plus abstentionnistes, les catégories les plus participantes se rapprochant de leur plafond. C'est ce qui est arrivé, dimanche, avec 80 % des plus de 70 ans qui ont voté, contre 57 % des moins de 24 ans. Ce différentiel de participation favorise le parti arrivant en tête dans cette catégorie : en l'occurrence, Ensemble ! Avec 32 % des voix, la coalition macroniste y a amélioré son étiage des européennes (25 %). Considérant la puissance numérique des plus de 70 ans (11 millions) et leur taux de participation (80 %), cela explique le rebond – certes, très relatif – du parti présidentiel – 45 % des électeurs de ce dernier ont plus de 70 ans. En 2017, ils ne représentaient que 30 % des électeurs d'Emmanuel Macron. Et, manifestement, ce sursaut a eu lieu dans la dernière ligne

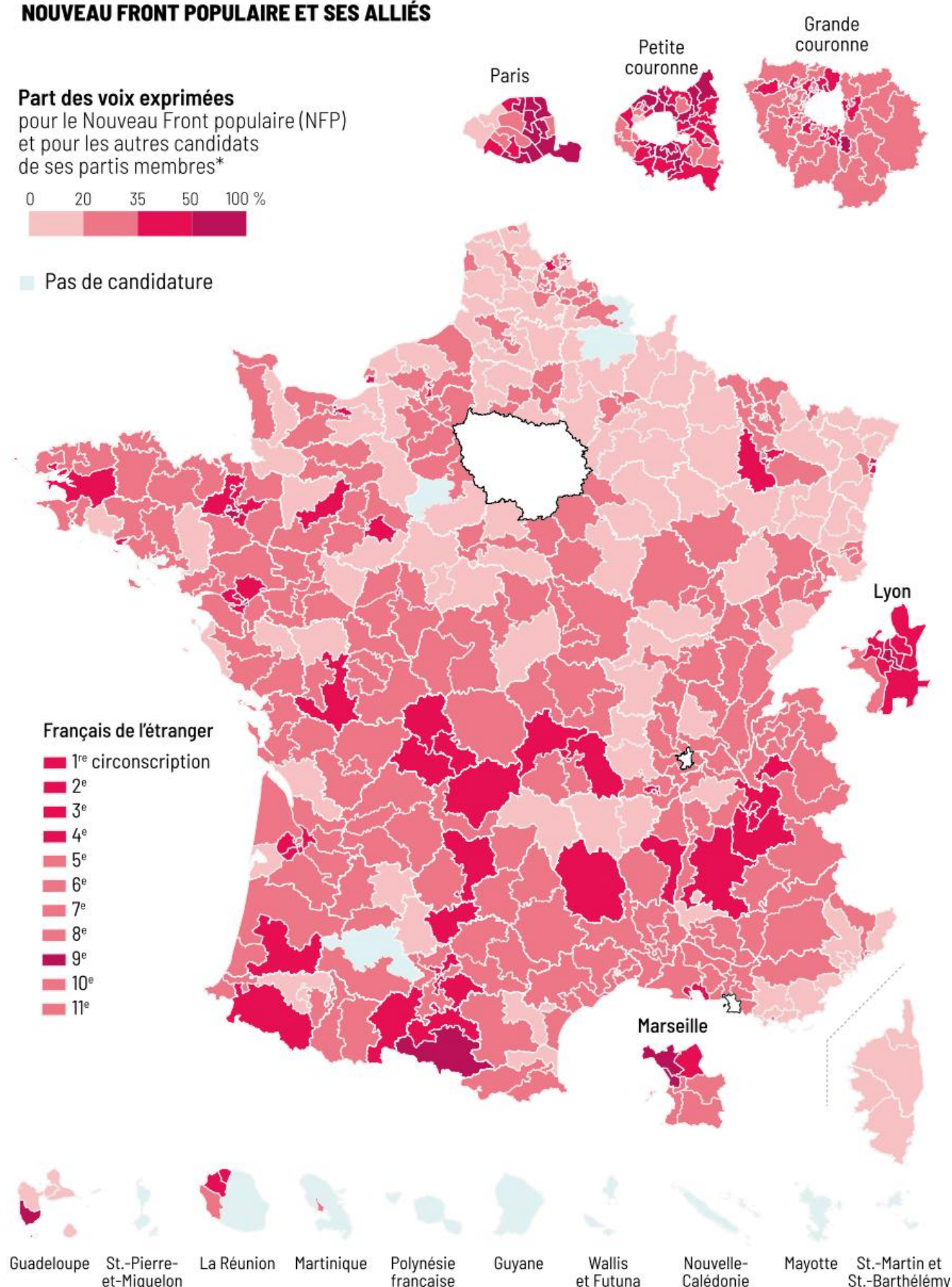
## RÉSULTATS DU 1<sup>er</sup> TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES PAR CIRCONSCRIPTION

### NOUVEAU FRONT POPULAIRE ET SES ALLIÉS

Part des voix exprimées pour le Nouveau Front populaire (NFP) et pour les autres candidats de ses partis membres\*

0 20 35 50 100 %

Pas de candidature

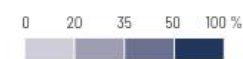


\* Il s'agit soit des candidats de la nuance Union de la gauche (UG), soit du PS, de LFI, des Écologistes ou du PCF en Corse et outremer, ainsi que Delphine Batho, investie par le NFP. Certains candidats de l'UG refusent l'étiquette NFP

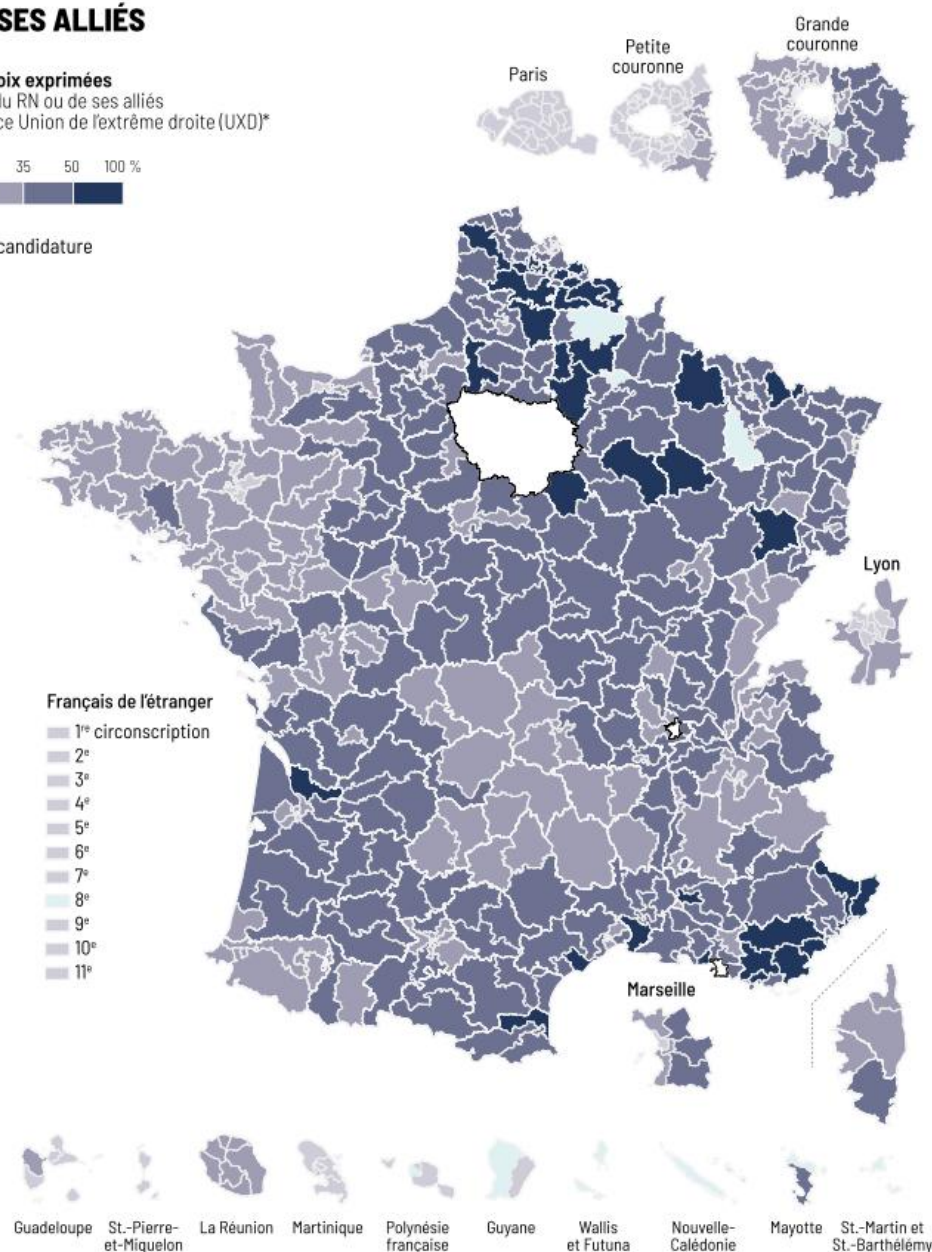


## RN ET SES ALLIÉS

Part des voix exprimées  
en faveur du RN ou de ses alliés  
de la nuance Union de l'extrême droite (UXD)\*



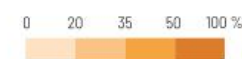
Pas de candidature



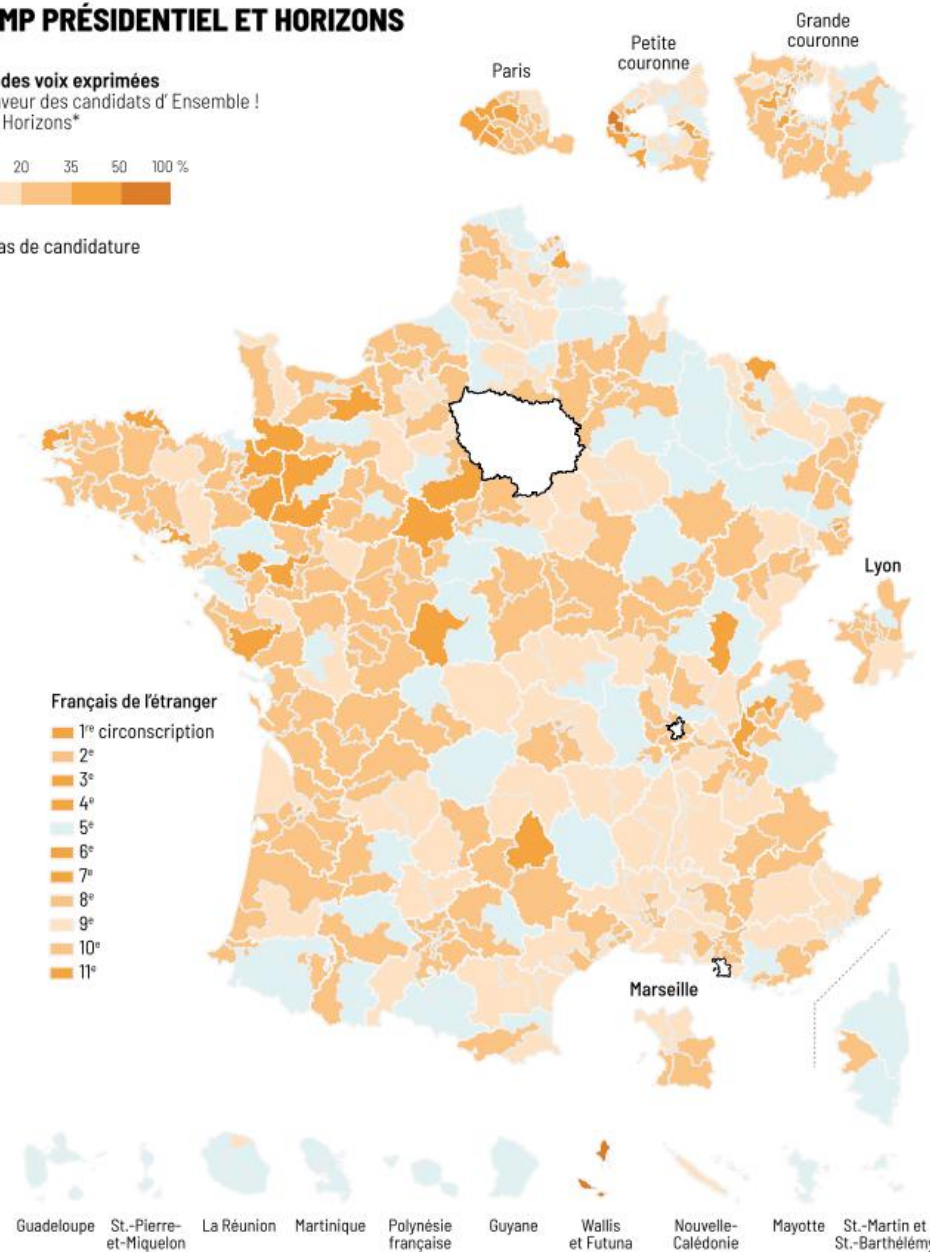
\* Dans aucune circonscription un candidat du RN ne fait face à un candidat de l'UXD

## CAMP PRÉSIDENTIEL ET HORIZONS

Part des voix exprimées  
en faveur des candidats d'Ensemble!  
ou d'Horizons\*



Pas de candidature



\* Dans aucune circonscription un candidat d'Ensemble! ne fait face à un candidat d'Horizons

droite: 23 % des électeurs qui se sont décidés au dernier moment ont glissé un bulletin Ensemble! dans l'urne et 26 % de ceux qui ont fait leur choix durant les derniers jours.

### Comment le RN a confirmé sa percée ?

Avec 34 % des suffrages exprimés, le bloc d'extrême droite domine légèrement le bloc de gauche (31 %) et même le « bloc bourgeois » (32 % si on cumule les scores d'Ensemble! et des « Républicains »), mais ne retrouve pas pour autant son niveau des européennes (37 % si on ne compte que le RN et Reconquête! sans les autres petites listes). Cela lui permet cependant d'arriver en tête dans 297 des 577 circonscriptions.

Avec 10,5 millions de voix, l'alliance du RN et des ciotistes fait mieux que le duo Le Pen-Zemmour du premier tour de l'élection présidentielle en 2022 (9,8 millions) avec une participation pourtant moindre (-7 %). Le vote de dimanche a confirmé la nouvelle donne de l'élection européenne: le parti d'extrême droite a renforcé et élargi son socle. Il l'a renforcé parmi des catégories qui lui sont « fidèles » depuis plusieurs scrutins: ouvriers (57 % de ceux qui ont voté, contre 45 % à la présidentielle), employés (44 %, soit +19 %), les non-bacheliers (49 %, soit +21 %). Et il l'a considérablement élargi, notamment parmi les retraités (de 14 % à 31 %) et les revenus supérieurs (de 15 % à 32 %). Une frange de la droite vieillissante et bourgeoise a confirmé son choix du RN, une bascule favorisée par le ralliement d'Éric Ciotti. Du point de vue sociologique, cet électorat, désormais homogène, est celui qui ressemble le plus à la population française, là où l'électorat macroniste reflète la France d'hier. Dans l'électorat des moins de 34 ans, la percée du RN (de 22 % à 32 %) ancre la formation d'extrême droite dans la durée, en concurrence avec le bloc de gauche qui domine toujours parmi ces catégories (lire plus loin).

### Y a-t-il une division entre villes et campagnes ?

Le nier relèverait de l'erreur. Ne pas le relativiser constituerait une faute. Il y a clairement un radiant dans le vote RN qui augmente au fur et à mesure de l'éloignement des métropoles: 28 % dans les villes de plus de 200 000 habitants, 34 % dans celles de 50 000 à 200 000, 36 % dans celles de 10 000 à 50 000 et 39-40 % parmi celles qui comptent moins de 10 000 habitants. Mais ce fait ne résume pas la dynamique territoriale des votes.

Tout d'abord, ce mode de lecture n'est pas valable en ce qui concerne la gauche. Celle-ci enregistre certes ses meilleurs résultats dans les grandes agglomérations (33 %) mais ne décline pas forcément au fil de la distance des centres urbains puisqu'elle recueille légèrement plus dans les villes de 10 000 à 50 000 habitants (26 %) que dans celles de 50 000 à 200 000 (25 %) ou de 2 000 à 10 000. Son talon d'Achille n'en demeure pas moins dans les villages (23 %).

Ensuite, il n'y a pas une seule typicité électorale du bloc « villages/petites villes ». Ces derniers s'inscrivent dans des contextes historiques et politiques particuliers. Regarder de ce point de vue la carte électorale sortie des urnes revient à voir réapparaître deux diagonales bien connues des étudiants en géographie: Saint-Malo/Genève qui sépare la France industrielle du Nord-Est et la France agricole et rurale du Sud-Ouest; Le Havre/Marseille avec les zones de forte densité (à l'est) et de faible densité (à l'ouest). À l'est de cette double diagonale, le RN est quasiment hégémonique, dans des terres historiquement de droite (Grand Est) mais aussi de domination conflictuelle entre socialistes et communistes (Nord et Pas-de-Calais). À l'ouest, la gauche fait plus que résister. Dans la Drôme comme dans le Puy-de-Dôme, la Lozère ou l'Ariège, les candidats du NFP sont en tête.

### Un mode de scrutin défavorable à la gauche ?

Des trois blocs, celui que constitue l'ensemble des forces de gauche se montre le plus constant, ni en expansion comme l'extrême droite, ni en déclin comme le bloc macronien. Il a obtenu 30,9 % dimanche, soit le même niveau que lors de la présidentielle de 2022 et légèrement moins qu'aux européennes (-1,7 %).

Hausse de la participation oblige, son nombre d'électeurs a mécaniquement augmenté: de 7,8 millions le 9 juin à 8,9 millions le 30 juin. La gauche a renforcé son avantage parmi les électeurs de moins de 24 ans (48 %, contre 33 % au RN), tout comme ceux qui disposent d'un bac + 3 (37 %), et elle arrive en tête parmi les 25-34 ans (38 %, contre 32 %), comme parmi les professions intermédiaires (35 %) et les chômeurs (37 %).

On connaît le cliché du « bobo » diplômé habitant d'une grande ville comme électeur type de la gauche. Dans une France de plus en plus urbaine et de plus en plus diplômée, cela ne constitue pas un désavantage. Ce bloc « sociologique » augure même de la France de demain. Mais cela ne fait pas pour autant une majorité lors d'une élection présidentielle et encore moins lors d'une législative au scrutin majoritaire. La concentration des électeurs de gauche dans les circonscriptions urbaines joue en sa défaveur. Toutes proportions gardées, le parti démocrate - qui repose grandement lui aussi sur les jeunes urbains et les minorités - rencontre le même problème aux États-Unis.

Approfondir son avantage dans les « segments » dans lesquels la gauche domine en y faisant reculer l'abstention et/ou élargir son socle à d'autres catégories... c'est un débat stratégique sous-jacent aux différentes composantes du NFP que les résultats de dimanche viennent surligner plus qu'ils ne le règlent. ■

**CHRISTOPHE DEROUAIX**



série  
en partenariat  
avec la20 ans  
Fondation  
Gabriel  
Péri

# La lutte de 1936 gagne les campagnes

Grèves et occupations d'usine ont étroitement associé Front populaire et mouvement ouvrier mais les campagnes ne sont pas restées à l'écart. Face à la montée du fascisme et contre l'exploitation par les propriétaires fonciers, les paysans se sont aussi mobilisés.

« Les paysans travailleurs ne veulent pas du fascisme. Ils ne l'éviteront que si, immédiatement, ils manifestent avec la plus grande énergie leur volonté antifasciste, s'ils apportent leur soutien aux travailleurs des villes qui livrent combat contre le fascisme, s'ils engagent l'action pour défendre leur liberté et leur droit à la vie. » À peine quatre jours après les événements parisiens du 6 février 1934, la Voix paysanne, l'organe hebdomadaire de la Confédération générale des paysans-travailleurs (CGPT), dénonce le gouvernement d'union nationale formé par Gaston Doumergue. Elle y voit un gouvernement autoritaire au service des capitalistes et des propriétaires fonciers qui rejettera « tout le poids de la crise sur les travailleurs de la ville et des champs, en enlevant à ceux-ci leurs possibilités de défense et de manifestation ».

En cette année 1934, la crise frappe durement le monde agricole. De fait, entre 1931 et 1935, la baisse des cours du blé et de la viande fait chuter le revenu agricole moyen des paysans de 25 %. Dans une France qui compte encore 50 % de ruraux, de nombreux métayers ne parviennent plus à payer les loyers agricoles, qui s'élèvent à la moitié de leur récolte. La situation est tout aussi difficile pour les fermiers qui paient un loyer fixe à leur propriétaire.

Dans ce contexte, les partis et mouvements agrariens comme le Parti agraire et paysan français (PAPF), fondé par

Fleurant Agricola en 1928, et le mouvement des « chemises vertes », dirigé par Henri Dorgères, un ancien journaliste royaliste devenu admirateur de Mussolini, déploient une grande activité dans les campagnes.

Agrariens et chemises vertes se mobilisent contre les saisies des terres des paysans en faillite. Le 14 janvier 1933, trois mille paysans manifestent à Chartres et envahissent la préfecture. La mobilisation des agrariens culmine avec la journée nationale du 26 novembre 1933. À deux jours de l'événement, l'Humanité dénonce « la mobilisation fasciste du parti agraire », mais

appelle les paysans communistes à participer aux rassemblements sur les mots d'ordre de la CGPT pour ne pas laisser le monopole de l'agitation à des mouvements jugés réactionnaires et fascistes.

## RÉSISTANCE COLLECTIVE CONTRE LES SAISIES DES TERRES DES PAYSANS

Fondée en mars 1929 au congrès de Montluçon, la CGPT succède au Conseil paysan français (CPF). Elle est toujours dirigée par Renaud Jean, député du Lot-et-Garonne de 1920 à 1928 puis de 1932 à 1940. Membre du comité directeur puis du comité central du Parti communiste, membre du bureau politique du PC depuis 1926, le directeur de la Voix paysanne n'hésite pas à exprimer ses désaccords avec l'Internationale communiste et avec la direction du PCF, qui applique la ligne « classe contre classe » à partir de 1928.

Renaud Jean et la CGPT organisent la résistance collective contre les saisies des



Le 10 Septembre 1934, les paysans travailleurs de Miramont-de-Guyenne ont porté leur blé au percepteur.

Pour soutenir l'action de la Confédération Générale des Paysans Travailleurs. Pour éviter la ruine, la misère et l'expropriation.

CARTE DE SOLIDARITÉ : UN franc

Dans le Lot-et-Garonne, la CGPT compte plus d'un millier d'adhérents. COLLECTION IM/KHARBINE-TAPABOR

terres des paysans en faillite, notamment dans le Sud-Ouest, où la CGPT compte plus d'un millier d'adhérents dans le Lot-et-Garonne et 600 en Dordogne. La CGPT revendique de ne plus verser qu'un tiers de la récolte au bailleur, au lieu de la moitié, et, pour les petits propriétaires, avance le mot d'ordre de paiement des impôts en nature. Renaud Jean et les militants de la CGPT s'opposent également aux saisies-ventes en s'interposant physiquement face aux huissiers et aux gendarmes ou en jouant de l'obstruction en faisant monter les enchères lors des ventes publiques avant de se déclarer insolvable afin de provoquer l'annulation de la vente. Pour le PCF, il s'agit, dans l'action, de démontrer l'efficacité et l'exemplarité des communistes et d'attirer de nouveaux électeurs dans un processus de politisation par les luttes.

Les graines semées lors de la campagne contre les saisies portent leurs fruits. Le PCF gagne en influence dans plusieurs départements ruraux comme l'Hérault ou le Lot-et-Garonne sous l'impulsion de Renaud Jean et François Mioch, le secrétaire général de la CGPT. Les élections législatives d'avril et mai 1936 voient plusieurs figures du communisme l'emporter dans des territoires ruraux, à l'image de Gustave Saussot, condamné à un mois de prison pour s'être opposé à la saisie d'un métayer et élu député de la Dordogne. Au total, une trentaine des soixante-douze députés communistes élus en 1936 viennent de départements ruraux : le vote communiste n'est plus seulement un vote urbain et ouvrier, il s'est nationalisé. ■

DAVID NOËL

DOCTEUR EN HISTOIRE



# Des voix pour faire front contre le RN



## La France est au bord du gouffre

**JACQUELINE DÉRENS**  
ANCIENNE MILITANTE ANTI-APARTHEID, AUTRICE

**S**i par malheur le RN arrivait au pouvoir, quelle audience internationale pourrait avoir un pays qui mettrait en avant le repli dans ses frontières, la haine de l'étranger, la préférence nationale et autres dangereuses affirmations ? Que deviendrait notre devise *Liberté, Égalité, Fraternité* quand nous chasserons de notre pays celles et ceux qui travaillent chaque jour

dans nos hôpitaux, nos Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), nos crèches, ceux qui travaillent dans le BTP (bâtiment et travaux publics) au péril de leur vie, qui fabriquent ces richesses dont nous avons tous besoin chaque jour ? Qu'allons-nous dire à nos amis qui ont combattu le régime d'apartheid dans la clandestinité en risquant la prison ou la mort, fiers

de nous dire qu'ils avaient beaucoup appris de celles et ceux qui avaient osé braver l'occupant nazi ? La Résistance française était pour eux la référence, tout comme l'était la Révolution française, qui affirmait que tous les hommes naissent égaux et avait aboli l'esclavage. Allons-nous offrir le spectacle lamentable d'un pays ingouvernable ou, pire, celui d'un pays déchiré par une guerre civile ? Quelle serait alors l'image que nos diplomates auraient pour mission de faire rayonner ? Quelle solidarité pourrions-nous offrir à ceux qui continuent à se battre contre un occupant illégitime, contre des armées qui n'obéissent qu'au mot d'ordre « *Tuez-les tous !* » L'alarme sonne depuis longtemps déjà et nous avons été sourds. La

déferlante brune est prête à tout engloutir. Face à ce danger imminent, le Nouveau Front populaire offre le seul espoir de faire de la France que

**L'alarme sonne depuis longtemps déjà et nous avons été sourds. La déferlante brune est prête à tout engloutir.**

nous aimons, fraternelle et généreuse, riche de sa culture, fière de son histoire, mais aussi lucide sur les heures sombres qu'elle a connues, un pays où chacune et chacun pourra vivre libre dans la dignité. ■



## Au nom de notre pauvre dignité si mal en point

**MATHIEU BELEZ** ÉCRIVAIN

**J**e crois que la France est au pied du mur. Ou au bord du précipice, comme vous voulez. Il fallait bien qu'on en arrive là. Les tensions sont trop fortes dans la société française. Les inégalités trop criantes. Les partis de droite comme de gauche ont tiré un peu trop fort sur la ficelle. Elle vient de casser, aidée en cela par le geste incompréhensible du président de la République. Et la France se retrouve aujourd'hui prise de vertige, ne sachant plus comment sauver sa si précieuse démocratie, enfin ce qu'il en reste, parce que depuis trois ans n'oublions pas qu'un gouvernement minoritaire gouvernait, un gouvernement qui a imposé à

coups de 49.3 des réformes très impopulaires. Le problème, c'est que depuis une vingtaine d'années, depuis que nous avons fait de nos téléphones portables, toujours plus puissants, toujours plus machiavéliques, nos indispensables brevaires, nous avons perdu cette conscience politique indispensable que toute démocratie demande à ses citoyens d'entretenir. Le constat est pour moi terrifiant, je n'aurais jamais cru qu'en 2024 on puisse en arriver là, se retrouver dans une impasse politique, économique, sociale et culturelle. Mais pour comprendre ce bouleversement inouï de nos repères, il me semble nécessaire de dépasser ce constat et de prendre un peu de

hauteur, de réfléchir à ces forces de destruction ultralibérales qui ont modifié à notre insu la vie humaine dans un monde qui, à présent, n'est plus du tout celui que beaucoup d'entre nous ont connu au XX<sup>e</sup> siècle. Et je voudrais ajouter ceci : le peuple de la France, comme celui de l'Italie, de l'Allemagne ou des États-Unis, a toujours eu, et a toujours, le pouvoir de descendre dans la rue et de refuser les dérives autoritaires, les menaces des extrémismes politiques et religieux.

**Que ce peuple porté si haut par la littérature s'unisse et se batte pour un ultime baroud d'honneur.**

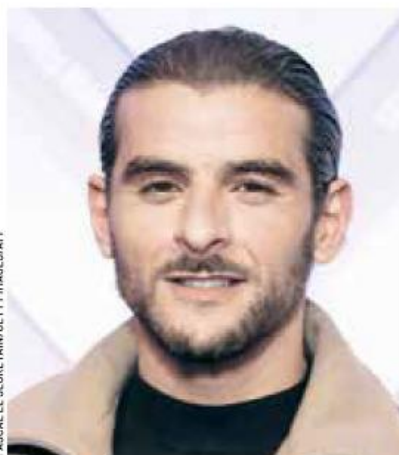
Nous ne savons plus dire non, descendre dans la rue et y demeurer des semaines si c'est nécessaire. Une philosophe française, Caëla Gillespie, dans son livre *Manufacture de l'homme apolitique*, explique très bien cela : l'ultralibéralisme a simplifié la

déclaration des Droits de l'homme en toute impunité. « *Les hommes naissent libres et égaux en droits* » est devenue pour notre malheur « *Les hommes naissent libres* ». Comme si la liberté pouvait être apolitique ! Fatale erreur ! Et j'ai l'impression que cette erreur va nous coûter cher, que nous avons entamé une descente aux enfers dont nous nous souviendrons longtemps. Alors cessons, je vous en prie, ces querelles intestines et que le peuple de gauche une dernière fois, j'écris une dernière fois parce qu'Apple, Google et Microsoft ont déjà quasiment dévoré notre âme, que ce peuple porté si haut par la littérature s'unisse et se batte pour un ultime baroud d'honneur, au nom de notre pauvre dignité si mal en point. Dignité que les femmes comme les hommes sur cette planète ne savent plus défendre et acceptent même de réduire à presque rien pourvu qu'il leur soit permis d'arpenter sans cesse et en toute connaissance de cause les couloirs climatisés des aéroports pour des destinations anathématisées. ■



«*La démocratie, ce n'est pas la loi de la majorité, mais la protection de la minorité.*» **Albert Camus**

## L'HOMME DU JOUR



### Fianso

«*La bagarre ne fait que commencer.*» Sur Instagram, le rappeur et acteur Sofiane Zermani, alias Fianso, légende ainsi la bande-annonce de *No pasarán*, un morceau collectif sorti en début de semaine qui prône le barrage au RN. Sur l'écran s'enchaînent des images de violences policières, de défilés du GUD, d'une marionnette ou encore du jet d'œuf sur Éric Zemmour. Dimanche, le comédien, suivi par un million de personnes, s'était filmé dans son bureau de vote, au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). Après son engagement pour la Palestine, Fianso s'est associé cette fois à vingt-deux artistes, d'Akhenaton à Zola, contre l'extrême droite au moment charnière de l'entre-deux-tours. L'objectif : «*Interpeller la jeunesse contre les fachos*», affirme le directeur artistique Ramdane Touhami. ■

ISIS MARVYLE



## CACTUS 40

### Air France victime des JO ?

Le groupe aérien, qui en début d'année annonçait un bénéfice net historique de 934 millions d'euros en 2023, crie maintenant au loup. Dans un communiqué, l'entreprise franco-néerlandaise dit craindre que les jeux Olympiques ne provoquent un «*comportement significatif d'évitement*» de Paris par la clientèle internationale. Ainsi, Air France-KLM anticipe «*un impact négatif sur ses recettes compris entre 160 et 180 millions d'euros pour la période allant de juin à août 2024*». Mais, qu'on se rassure, ce ne sont pas les actionnaires qui vont trinquer : un plan d'économies, dont un «*gel des embauches de personnel administratif et non opérationnel*», vient d'être lancé par la multinationale.

## L'œil de Babouse



## LA BONNE NOUVELLE La justice américaine refuse l'impunité à un fabricant d'opioïdes

La Cour suprême américaine a annulé, jeudi 27 juin, un accord d'indemnisation de quelque 6 milliards de dollars dans la crise des opiacés, au motif qu'il exonérerait de toutes futures poursuites émanant de victimes le laboratoire Purdue, détenu par la famille Sackler. Cette dernière est accusée d'avoir promu de façon agressive pendant des années son médicament antidouleur Oxycontin, tout en ayant connaissance de son caractère très addictif, avec l'aide du cabinet McKinsey, qui, lui, a déboursé 573 millions de dollars pour échapper à un procès. La surprescription de

cet opiacé est souvent considérée comme le déclencheur de la crise des opioïdes, qui a fait plus d'un demi-million de victimes en vingt ans aux États-Unis. La vente de ce produit a rapporté des dizaines de milliards de dollars au laboratoire Purdue. Visé par une avalanche de poursuites, ce dernier s'est déclaré en faillite en 2019 et négociait, depuis, un accord prévoyant sa fermeture aux États-Unis au profit d'une nouvelle entité et le paiement d'une amende d'au moins 5,5 milliards de dollars sur dix-huit ans. ■

EUGÉNIE BARBEZAT



## L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Pouvoir d'achat** Si le gouvernement Attal reporte le décret instaurant les nouvelles règles de l'assurance-chômage qui devait intervenir lundi, d'autres mauvaises surprises attendent les Français. Nouveau compte épargne temps, hausse du prix du gaz, évolution du mode de calcul du diagnostic énergétique... Plusieurs changements sont déjà intervenus le lundi 1<sup>er</sup> juillet.

**Législatives** Place de la République à Paris : «*Avec un RN à 34 %, ce n'est pas l'image de la France.*» Retour en vidéo sur le rassemblement de la place parisienne, ce dimanche 30 juin, après le choc des résultats plaçant l'extrême droite en tête au premier tour des législatives. Une autre initiative publique s'y tiendra mercredi soir.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Munichoix

Non et non, avait assuré aux journalistes du *Figaro* son directeur de la rédaction Alexis Brézet, le journal ne fera pas le choix du Rassemblement national. Eh bien, si. Le Nouveau Front populaire, écrivait-il dans son éditorial au lendemain du premier tour, «*est le vecteur d'une idéologie qui consommerait le déshonneur et la ruine du pays*». Donc, il poursuivait en s'appropriant une phrase de Raymond Aron : «*Le choix en politique n'est pas entre le bien et le mal mais entre le préférable et le détestable.*» Sa préférence à lui, on a compris. D'autres disent choisir de ne pas choisir. François Bayrou, dont le centrisme proclamé semble s'accommoder du RN, Édouard Philippe, Bruno Le Maire, qui refusent de se prononcer pour le second tour. Un munichoix, en somme. «*C'est un comportement de lâche et de privilégié*», a dit l'écologiste Marine Tondelier à propos de Bruno Le Maire, en poursuivant : «*Ils ont choisi le déshonneur, ils auront le déshonneur et la défaite. Heureusement que les électeurs de gauche sont moins sectaires et moins lâches que ça.*» ■



## LE FIL ROUGE

**Paris (20<sup>e</sup>)** Ciné-débat : face à une extrême droite aux portes du pouvoir, que faire ? En amont du festival Cinévoisins, qu'elle organise chaque été au pied des immeubles des quartiers populaires parisiens, l'association La Fabrique documentaire invite les habitants du 20<sup>e</sup> arrondissement à la projection du film d'animation *Josep*, réalisé par Aurel (2020). Celui-ci retrace la vie du dessinateur Josep Bartolí fuyant son Espagne natale, qui a basculé dans la dictature franquiste après la guerre civile espagnole. Cette séance de cinéma sera le point de départ d'une discussion collective et conviviale sur les moyens de résister à l'ascension de l'extrême droite. Rendez-vous 37-39, boulevard Davout, ce mardi à 18 h 30, entrée libre.



# Deux cinéastes entendus par la police

**A**ccusés depuis plusieurs mois par l'actrice Judith Godrèche et d'autres femmes de violences sexuelles, les cinéastes Benoît Jacquot et Jacques Doillon ont passé plusieurs heures en garde à vue à Paris, à la brigade de protection des mineurs (BPM). L'enquête du parquet de Paris porte sur des infractions de viol sur mineur de 15 ans par personne ayant autorité, viol, violences par concubin, et agression sexuelle sur mineur de plus de 15 ans par personne ayant autorité. Benoît Jacquot «*va enfin pouvoir s'exprimer devant la justice*», a réagi son avocate, M<sup>e</sup> Julia Minkowski, dans un communiqué publié lundi. Cette dernière y a également dénoncé «*les atteintes incessantes à sa présomption d'innocence*», la défenseuse allant jusqu'à déplorer ce qu'elle qualifie d'«*ensemble de dysfonctionnements de la justice à la faveur d'une ultramédiatisation qui emporte des dérives inadmissibles*».

Même discours du côté du conseil de Jacques Doillon, Me Marie Dosé, qui parle de «*procédure largement contaminée par des considérations extrajudiciaires*». Selon elle, le placement en garde à vue de son client est «*inutile, disproportionné et indécent*» et «*aucun des critères légaux ne saurait justifier cette mesure*» en raison de la prescription des faits dénoncés par Judith Godrèche. Début février 2024, la comédienne de 52 ans a porté plainte pour viol contre Benoît Jacquot. Elle a dénoncé la relation d'«*emprise*» et de «*perversion*» qu'elle a vécue durant leur relation de six années, commencée au printemps 1986, pendant le tournage du film *les Mendiants*, dans lequel l'actrice interprétait le rôle

**#METOO** Benoît Jacquot et Jacques Doillon accusés par Judith Godrèche et d'autres actrices de viols et d'agressions sexuelles ont été placés, lundi, en garde à vue dans les locaux de la brigade de protection des mineurs.



Le réalisateur Benoît Jacquot lors de son arrivée pour son audition à la BPM.  
GUILLAUME DAUDIN / AFP

principal. Judith Godrèche avait alors 14 ans et Benoît Jacquot 39. Depuis ses révélations, deux autres actrices ont porté plainte contre le cinéaste. Julia Roy, 34 ans, qui a joué dans quatre des films du réalisateur entre 2016 et 2021, a déposé plainte pour agression sexuelle dans «*un contexte de violences et de contrainte morale qui a duré plusieurs années*», d'après une source proche

du dossier. Isild Le Besco a elle aussi déposé plainte contre Benoît Jacquot pour viols sur mineure de plus de 15 ans et viols, qui auraient été commis entre 1998 et 2007.

## LE CINÉMA FRANÇAIS EN ÉBULLITION

S'agissant de Jacques Doillon, Judith Godrèche a déclaré dans la presse qu'il aurait modifié le casting et le scénario du film

*la Fille de 15 ans* (sorti en 1989) afin de tourner moult prises d'une scène de sexe avec elle, alors qu'elle était encore adolescente. Selon ses dires, il aurait également abusé d'elle dans son bureau situé dans la maison de Jane Birkin, qui était alors la compagne du réalisateur. À l'époque, Judith Godrèche était âgée de 15 ans et déjà en couple avec Benoît Jacquot. Isild Le Besco a également indiqué avoir dû subir les avances de Jacques Doillon pendant des séances de travail, tandis que l'actrice Anna Mouglalis l'accuse de l'avoir embrassée de force à son domicile en 2011. Ces révélations, qui s'inscrivent dans le cadre d'une libération de la parole permise par la vague #MeToo, ont mis en ébullition le cinéma français début 2024. Lors de la 49<sup>e</sup> cérémonie des Césars, le 23 février, Judith Godrèche a pris la parole pour appeler la «*curieuse famille*» du cinéma français à «*dire tout haut*» la réalité des violences sexistes et sexuelles dans le secteur. Sa prise de position a suscité la création d'une commission d'enquête sur les violences sexuelles dans le cinéma, l'audiovisuel, le spectacle vivant, la mode et la publicité. Celle-ci, interrompue par la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 juin, avait débuté par l'audition d'associations et de responsables de l'industrie du cinéma.

Les gardes à vue de Benoît Jacquot et Jacques Doillon pourraient donner lieu à des confrontations avec les plaignantes, parmi lesquelles Judith Godrèche. «*Je pleure, mes yeux ne sont plus des yeux. De tout ça, je ne sais pas si j'ai la force, mais je l'aurai, la force*», a-t-elle réagi ce lundi dans une story Instagram. Son avocate, M<sup>e</sup> Laure Heinrich, quant à elle, n'a pas souhaité commenter le placement en garde à vue des deux hommes, rappelant le secret de l'enquête. ■

**BÉRÉNICE PAUL**

## Les informés

de Bérengère Bonte, du lundi au vendredi à 20h  
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



chaque mardi avec  
**l'Humanité**

**franceinfo:**  
radio . web . tv canal 27

(Publicité)



EN LUTTE



## LA RATP FAIT BARRAGE

Dans un communiqué, la CGT RATP, deuxième organisation représentative au sein du réseau de bus, et Solidaires appellent à un « Front populaire contre l'accès au pouvoir de l'extrême droite » et à « des mesures urgentes de justice sociale ».

## GRÈVE CHEZ ILÉVIA

À l'occasion du passage de la flamme olympique dans le Nord, l'intersyndicale (CGT, CFDT, SUD, CFE-CGC et Unsa) du réseau de transports lillois, Ilévia, appelle à se mobiliser. Après une première grève, le 21 juin, elle exige toujours une prime J0.

## COLÈRE À LA CAISSE DES DÉPÔTS

La CGT, CFDT, Unsa, CFE-CGC et Snup appellent à faire grève, jeudi 4 juillet, contre « la politique de destruction de l'emploi en cours à la Caisse des dépôts » à Angers (Maine-et-Loire). Les syndicats s'opposent au non-renouvellement des contrats précaires.

**C**a commence à faire long. Voilà deux ans que les salariés d'Atos sont dans l'incertitude et vont de coup de théâtre en rebondissement concernant l'avenir du fleuron français du numérique. Le dernier épisode en date a eu lieu dimanche 30 juin et fait prendre à la multinationale un tournant bien sombre.

Après la décision, il y a deux semaines, du tribunal de commerce de privilégier le plan de sauvetage défendu par OnePoint, employés et syndicats espéraient pouvoir se projeter un peu, discuter emploi et projet industriel. Sauf que vendredi, sans justifier sa décision, David Layani, patron de OnePoint s'est rétracté et, avec lui, son plan et ses millions.

Dans leur coin, les créanciers ont remis l'ouvrage sur le métier. Ce sont eux, les fonds d'investissement et gérants d'actifs D.E.Shaw, Boussard & Gavaudan, Tresidor, Syquant, SPG, Fidera, BlackRock ou encore AG2R, qui tiennent Atos par les cordons de la bourse, depuis l'ère Thierry Breton. Celui qui a dirigé le groupe pendant dix ans ne croyait qu'en la croissance externe. Au bout de 43 rachats d'entreprises, la dette a été multipliée par huit, jusqu'à devenir insoutenable.

« Quand les créanciers prennent la main, on sait souvent comment ça se finit : par une vente à la découpe, prophétise Pascal Besson délégué syndical central CGT d'Atos. Ce n'est pas demain qu'on apprendra à des gérants de fonds à diriger une entreprise informatique... » Ce pessimisme est

partagé par Fabien Gay, coauteur du rapport d'information sur Atos paru fin avril. « C'est le pire des scénarios. On favorisait celui d'un repreneur, Layani, qui avait un projet industriel, qui s'engageait à conserver les emplois et l'unité du groupe, rappelle le sénateur communiste et directeur de l'Humanité. Mais là, on se retrouve avec un groupe de créanciers dont le seul objectif est de s'y retrouver financièrement le plus tôt possible. » Les repreneurs potentiels annoncent en tout cas la couleur : « Les opérations de restructuration seront mises en œuvre au cours du second semestre 2024. »

Le plan négocié avec le soutien de la Deutsche Bank prévoit une augmentation de capital de 233 millions d'euros, un apport de nouveaux financements de 1,5 milliard à 1,675 milliard d'euros et une réduction de la dette de 3,1 milliards. Reste au tribunal de commerce de le valider ou non.

## UNE ENTREPRISE AU CŒUR DES JO

Il y a urgence à régler la question, avant le début des JO, Atos étant au cœur des dispositifs numériques des Jeux. Mais comme toute une partie de la dette est convertie en capital, que son premier

actionnaire, David Layani, compte en sortir et a quitté le conseil d'administration, et que l'action Atos a perdu plus de 98 % de sa valeur, les créanciers pourraient prendre le contrôle total du groupe. Enfin, de ce qu'il en reste.

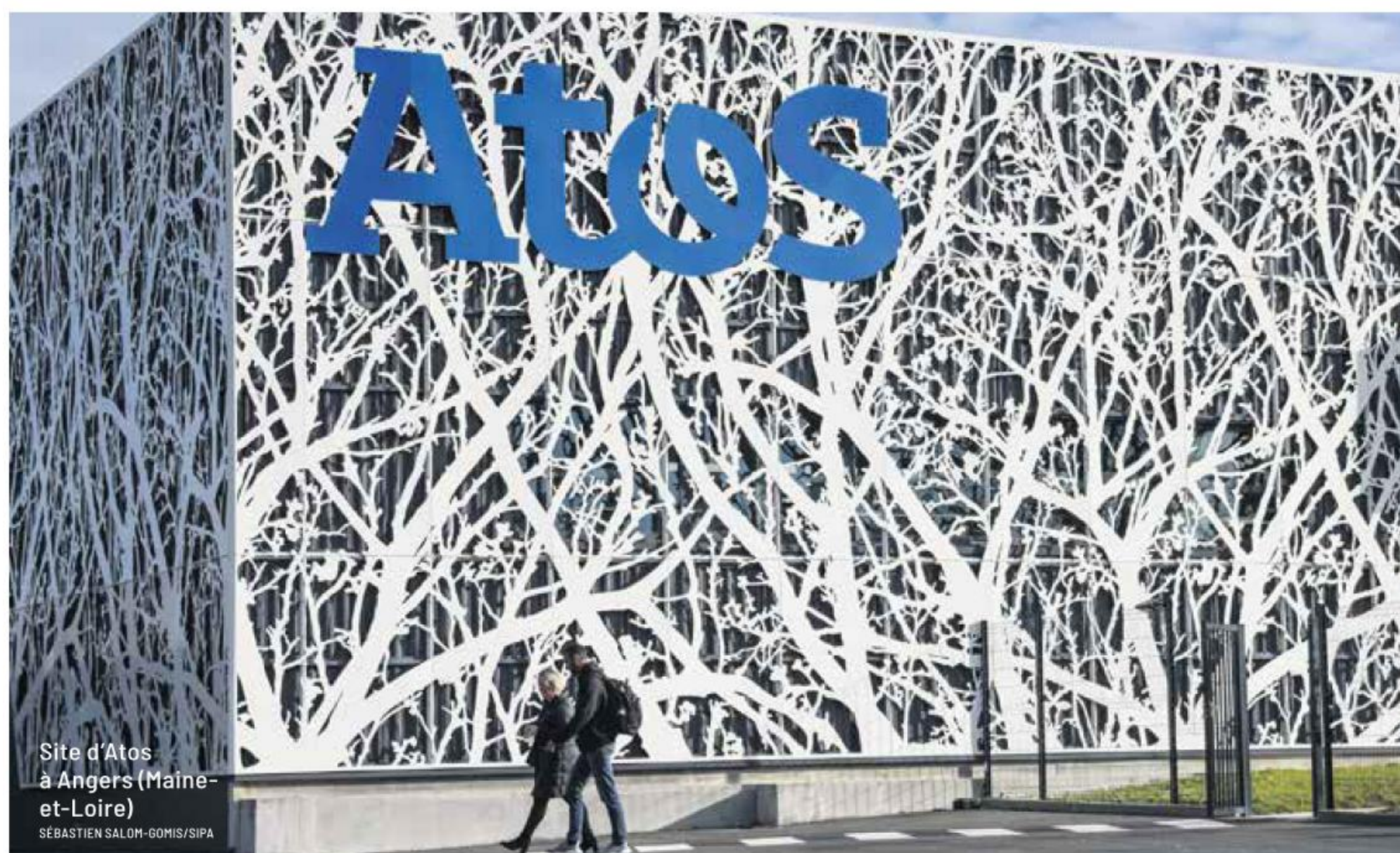
D'autant que la surveillance du gouvernement s'est émoussée. Bruno Le Maire était intervenu il y a quelques semaines pour assurer que les filiales Worldgrid, spécialiste des systèmes de gestion critique dont le contrôle-commande des centrales nucléaires françaises, et BDS, en charge de la cybersécurité et des calculs haute performance cruciaux dans la dissuasion nucléaire française, seraient préservées. Sauf qu'il y a quelques jours, Atos a annoncé être entré en négociations exclusives avec Alten pour le rachat de Worldgrid qui comprend près de 1100 employés et a généré en 2023 un chiffre d'affaires d'environ 170 millions d'euros. « Les camarades ne sont pas très enthousiastes vis-à-vis d'Alten, une société française de services en informatique qui a la réputation d'utiliser ses salariés comme de la chair à canon », soupire Pascal Besson.

Quant à BDS, l'État s'est contenté d'une offre de reprise à 700 millions d'euros. Le conseil d'administration et la conciliatrice Hélène Bourbouloux vont discuter de cette proposition, « étant précisé qu'aucune certitude ne peut être apportée quant à l'issue des négociations et à la conclusion d'un accord définitif entre les parties », ajoute Atos. « Là où c'est ironique, et même cynique, c'est que 700 millions d'euros c'est aussi la somme en cumulé que le groupe a versée aux cabinets de conseils pour se réorganiser ces dernières années, soupire le délégué CGT. L'entreprise a été essorée, et quand il n'y a plus rien à en tirer, personne ne prend ses responsabilités, même pas l'État. » ■

PIERRIC MARISSAL

# Atos face au danger de la dissolution

**NUMÉRIQUE** Les créanciers s'apprêtent à prendre le contrôle de la multinationale française, après le retrait de l'offre de reprise de OnePoint. Les salariés craignent une vente à la découpe.



Site d'Atos à Angers (Maine-et-Loire)  
SÉBASTIEN SALOM-GOMIS/SIPA





Au Parlement européen, le premier ministre hongrois doit rassembler 23 élus de 7 nationalités différentes pour constituer son nouveau groupe. ALEX HALADA/APA PICTURE DESK VIA AFP

# Orbán, à la tête de l'Union européenne

**EXTRÊME DROITE** Le premier ministre hongrois a hérité, ce 1<sup>er</sup> juillet, de la présidence tournante du Conseil de l'Union pour six mois. Dans le même temps, il veut créer un nouveau groupe au Parlement européen pour pousser son agenda nationaliste et conservateur.

Il y a une forme d'ironie à voir un nationaliste hongrois reprendre un slogan états-unien, fût-il lui-même d'extrême droite. Ainsi la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne (UE) s'ouvre-t-elle sur une référence explicite à Donald Trump : « *Make Europe great again!* » clame celui qui n'a jamais fait mystère de sa proximité avec Vladimir Poutine dans une Europe qui entend précisément se construire et s'élargir en bloc géopolitique contre la Russie. Mis au ban des institutions communautaires avec le gel de 19 milliards d'euros de fonds par la Commission, le président hongrois tient là sans conteste une forme de revanche. Le pays de 10 millions d'habitants pourra-t-il pour autant être le grain de sable dans l'engrenage ? C'est loin d'être évident pour les diplomates qui travaillent à contrer l'hypothèse depuis le Conseil européen du 1<sup>er</sup> février ■■■



■ dernier. Lors de ce sommet, le premier ministre hongrois Viktor Orban avait fini par se conformer à l'aide à l'Ukraine de 50 milliards d'euros sur quatre ans. Seule concession des Vingt-Sept au dirigeant d'Europe centrale : l'aide devra être redébatte chaque année. Après les européennes du 9 juin, « cette présidence hongroise intervient dans un semestre creux, relève un diplomate européen pour l'Humanité, nous serons en pleine installation des commissions, il n'y aura pas de propositions législatives ».

#### « UNE PRÉSIDENTIE COMME LES AUTRES »

La Hongrie n'a en outre aucun intérêt à jouer les trouble-fêtes. Son représentant permanent auprès de l'UE, Odor Balint, s'est ainsi employé à rassurer : « Ce sera une présidence comme les autres. Nous serons des médiateurs honnêtes et nous essaierons de coopérer sincèrement avec les États-membres et les institutions de l'UE. » En clair, jouer le professionnalisme pour crédibiliser l'extrême droite lorsqu'elle est au pouvoir. « Les Hongrois en ont les moyens, ils disposent de très bons fonctionnaires », insiste un autre diplomate familier du dossier, joint par l'Humanité. Viktor Orban pourrait en revanche profiter de cette présidence pour pousser son agenda conservateur et nationaliste à l'échelle continentale et donner des gages à son électorat sur les migrations et la famille traditionnelle.

Le premier ministre mène le combat sur deux tableaux. En marge de la présidence tournante de l'UE, les nationalistes hongrois du Fidesz sont également à l'initiative au Parlement. Ce 30 juin, à Vienne (Autriche), Viktor Orban,

#### Le premier ministre hongrois juge les résultats des législatives en France « décisifs ».

mis à la porte du Parti populaire européen (PPE) en 2021, apposait son paraphe à un manifeste visant la création d'un troisième groupe parlementaire à l'extrême droite de l'hémicycle, en plus d'Identité et Démocratie (ID) et des Conservateurs et Réformistes européens (ECR). « Les citoyens européens veulent trois choses : la paix, l'ordre et le développement. Tout ce qu'ils obtiennent de l'élite bruxelloise actuelle, c'est la guerre, la migration et la stagnation », explique le dirigeant hongrois, qui fustige l'alliance traditionnelle entre le PPE, les libéraux de Renew et les socialistes qui devrait, sur le papier, permettre à Ursula von der Leyen d'être reconduite à la tête de la Commission. « Les bureaucrates de Bruxelles (...) flambent l'argent des Européens pour soutenir l'Ukraine ! », assène-t-il. Nommé Patriotes pour l'Europe, ce nouveau groupe doit réunir 23 élus de 7 nationalités différentes pour se constituer. Pour l'heure, Viktor Orban, qui dispose de 11 sièges, est allé piocher du côté du FPÖ autrichien (ex-ID, 6 sièges), des tchèques d'Ano (ex-Renew, 7 sièges) pour atteindre le quota. Quid des 30 eurodéputés du RN, dont certains regardent la création de ce nouveau groupe avec intérêt, et des 20 élus polonais de Droit et Justice (PiS) ? Le premier ministre hongrois n'a pas caché observer avec attention les résultats du premier tour des législatives anticipées en France, qu'il juge « décisifs ». « Notre objectif est de devenir le groupe de droite le plus puissant de la politique européenne ! », martèle Viktor Orban. Celui qui se rêve en chef de file de l'extrême droite européenne s'entretenait, en début de semaine dernière, à Rome, avec la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni, dont le parti Frères d'Italie siège au sein d'ECR. Mais le nouveau groupe créé par le Fidesz affaiblirait de fait son allié, qui n'a eu de cesse de multiplier les postures aimables vis-à-vis d'Ursula von der Leyen. Outre-Atlantique, la victoire de Donald Trump permettrait de parachever le tableau, explique Orban : « Si tout se passe comme prévu et que le Seigneur nous aide, d'ici la fin de l'année, les patriotes détiendront la majorité dans le monde occidental. Au travail ! » ■

LINA SANKARI

## Après le coup d'État avorté, la gauche continue de se diviser

**BOLIVIE** Loin d'apaiser les tensions qui secouent depuis des mois le parti au pouvoir, la tentative de putsch du mercredi 26 juin a accentué la fracture entre les soutiens de l'ancien dirigeant Evo Morales et ceux de l'actuel président, Luis Arce.

**L**e constat est sans appel : pas de sursaut d'unité au sein du Mouvement vers le socialisme-Instrument politique pour la souveraineté des peuples (MAS) après la tentative de putsch visant, mercredi 26 juin, à renverser le président progressiste bolivien Luis Arce. Profondément fracturé depuis bientôt un an en deux camps qui paraissent irréconciliables – avec les partisans de l'ex-président Evo Morales (2006-2019) opposés à ceux de l'actuel chef de l'État, en fonction depuis fin 2020 –, le MAS est au contraire plus divisé que jamais. Il n'aura en effet fallu que quelques heures après l'échec du putsch pour que des Evistes (soutiens de Morales) adhèrent publiquement à la thèse de l'opposition de droite dénonçant un « faux coup d'État », un « montage » qui aurait été acté entre les militaires (dirigés par le général Zúñiga) et le président afin de permettre à ce dernier « de remonter dans les sondages ». « Tout ce secteur du MAS s'est exprimé en attaquant le gouvernement (alors qu') il est plus important que le MAS soit renforcé », a regretté ce samedi le ministre de l'Intérieur, Eduardo del Castillo.

Le lendemain, Evo Morales a lui-même accusé (sur X) le président

Luis Arce d'avoir « trompé et menti au peuple bolivien et au monde », tout en suggérant à la radio un « autocoup d'État » lors de son émission hebdomadaire. « Ne te trompe pas une fois de plus ! Ne te range pas du côté du fascisme qui nie ce qui s'est passé ! », lui a répondu l'intéressé sur le même réseau social.

#### UN « JEU DE TRÔNES »

Dans un entretien publié dimanche sur le site du quotidien espagnol *El País*, le président en exercice a dénoncé une tentative de renversement qui aurait été motivée par des « intérêts étrangers » voulant s'approprier les réserves naturelles de la Bolivie. Une théorie qui ne paraît pas extravagante dans un continent habitué aux ingérences nord-américaines. Le pays dispose d'importantes richesses énergétiques, notamment en gaz et en lithium, et a été victime d'un coup d'État, cinq ans auparavant, avec la bénédiction de l'Organisation des États américains.

Dans son entretien, Luis Arce a aussi vertement critiqué l'attitude de son ancien mentor, Evo Morales, l'accusant d'être « prêt à tout » pour assouvir ses aspirations politiques personnelles : être candidat à la présidence en

2025 et ce malgré l'illégalité, pour lui, décrétée par la Cour constitutionnelle, à briguer un nouveau mandat. Au point de tout faire pour voir échouer l'actuel gouvernement, pourtant de la même couleur politique ? Aucun doute pour l'actuel président, soumis depuis plusieurs mois à des conflits sociaux organisés par les partisans de Morales, des menaces de blocage du pays ou encore à une division au sein du groupe parlementaire du MAS. Au Congrès, l'aile de Morales bloque systématiquement, depuis plusieurs mois, toute initiative du pouvoir exécutif... avec l'aide de l'opposition de droite !

À un an des prochaines élections, alors que les deux camps, qui ont de facto acté la scission du MAS, se disputent dorénavant la personnalité juridique du parti, le panorama semble plus qu'incertain pour l'avenir de la formation, qui a permis à la gauche de remporter toutes les élections présidentielles depuis 2005. Un « jeu de trônes » dangereux, pour l'ancien vice-président Álvaro García Linera, qui pourrait provoquer l'émergence d'un « monstre qui finira par les dévorer tous les deux ». Et nombre de Boliviens avec eux. ■

LUIS REYGADA



Le président Luis Arce lors du 10<sup>e</sup> congrès de son parti, le 3 mai 2024, à El Alto. AIZAR RALDES / AFP



**RÉSULTATS**



**Lundi - 3<sup>e</sup> étape**

Plaisance-Turin (230,8 km)

1. Biniam Girmay (ERY/Int-Wan) en 5 h 26' 48''
2. Fernando Gaviria (COL/MOV) m.t.
3. Arnaud De Lie (BEL/DSTNY) m.t.

**Classement général**

1. Richard Carapaz (ÉQUA/EF ED) en 15 h 20' 18''
2. Tadej Pogacar (SLO/UAE) m.t.
3. Remco Evenepoel (BEL/SOQ) m.t.

**Maillot vert (points)**

Mads Pedersen (DAN/LIDL)

**Maillot à pois (grimpeur)**

Jonas Abrahamsen (NOR/UCT)

**Maillot blanc (meilleur jeune)**

Biniam Girmay (ERY/INT- WAN)

**Mardi - 4<sup>e</sup> étape**

Pinerolo-Valloire (139,6 km)

Turin (Italie), envoyé spécial.

**L**a gueule de bois et les nerfs à plat... Était-ce le contre-coup psychologique du premier tour des élections législatives en France ? Ne rêvons pas. Pour cette première étape dite de « transition », entre Plaisance et Turin (230,8 km), a priori promise à un sprint massif, le chroniqueur se plaisait à imaginer un scénario de nouveau grandiloquent, peuplé de baroudeurs et d'attaquants, de frondeurs et d'audacieux, mais ce fut tout le contraire qui se produisit. Dès les premiers kilomètres, malgré une ou deux escarmouches pour la forme, nous comprîmes que quelque chose se tramait dans les antres d'un peloton peut-être lassé des difficultés du week-end et à la veille d'entamer une excursion dans les Alpes vers Valloire, ce mardi, par Sestrières, Montgenèvre et le Galibier (HC), excusez du peu.

Nous regardâmes donc nos Forçats prendre la route et pédaler. Et ils discutaient, flânant, les mains en haut du guidon, gesticulant des bras, rigolant entre eux, se balançant des plaisanteries à la volée, dessinant sur la route un long serpent coloré qui progressait si lentement que n'importe quel cyclo aguerri aurait pu l'avaler et le digérer en une seule accélération. Un peloton à 37 km/h de moyenne les trois premières heures ! Une scène rare, très rare même, depuis que les étapes sont retransmises en intégralité, le temps de présence à l'antenne étant devenu un passeport de notoriété pour tout un tas d'équipes « secondaires ». Ce 1<sup>er</sup> juillet restera comme une date étonnante dans les annales du cyclisme contemporain, d'ordinaire si rapide, si technologisé, si robotisé. Nous découvrîmes une sorte de « crosse en l'air ! » dont on ne savait quoi penser, sinon qu'elle nous réjouissait sur le caractère des coursiers. Les organisateurs décident des profils, les coureurs en disposent. Imperium : les Géants de la route, parfois, « commandent » et font la loi.

**COUREURS « EN GRÈVE DU ZÈLE »**

La scène, pour le moins cocasse, dura même si longtemps après le départ, donné à 11 h 35, que quatre heures plus tard (sic), nous avions l'impression d'assister au même type d'après-midi des temps anciens, très anciens... Nous sortîmes de notre torpeur à la faveur du sprint intermédiaire et du franchissement d'une petite côte de 4<sup>e</sup> catégorie. Mais rien à se mettre sous les yeux. Et nous nous demandions jusqu'où ces coureurs « en grève du zèle » nous tiendraient en éveil. Peut-être, comme il y a plus de cent ans, arriveraient-ils à la nuit tombée, tout juste éclairés par des lampes torches ou des phares d'automobiles.

Nous gagnâmes les 16 heures en toute tranquillité et le chroniqueur, fasciné par cette attitude, fit un rêve éveillé : nos Forçats protestaient contre les cadences infernales et se révoltaient, enfin. Impatience et patience accompagnèrent donc les suiveurs dans cette virée vers Turin gorgée d'effluves, tandis que nos pensées étaient encore à la veille. Et à cette attaque de Tadej Pogacar, lourde d'enseignements. Que le Slovène tente d'éprouver la concurrence fut une chose assez banale, d'autant que Roglic, Bernal ou Jorgenson perdirent 21 secondes. Mais que Jonas Vingegaard parvienne aussi aisément à prendre sa roue sans jamais la quitter,

voilà des circonstances qui nous laissèrent une impression non prévisible, plutôt surprenante même. Grâce à un meilleur total de places depuis le départ, Pogacar enfila le maillot jaune, mais sans creuser d'écart, sur un terrain pourtant à sa convenance. Avant le triptyque alpestre de ce mardi, qui constituera une tout autre affaire, doit-on se dire que le doute, sinon la peur, a d'ores et déjà changé de camp, alors que le Danois et double tenant du titre, manifestement bien remis de ses blessures, n'a pas participé à la moindre course depuis début avril et sa terrible chute au Tour du Pays basque ? « Le Tour commence tout juste, nous sommes très heureux de ces

# Girmay, vainqueur d'un jour « crosse en l'air »

**CYCLISME** Dans la 3<sup>e</sup> étape, entre Plaisance et Turin (230,8 km), en Italie, victoire lors du premier sprint massif de l'Érythréen Biniam Girmay. Le peloton, lui, progressa à une allure de cyclotouriste.



Le cycliste érythréen signe sa deuxième victoire sur un grand tour, après une étape du Giro en 2022. MARCO BERTORELLO/AFP

premiers jours et de la forme de Jonas, tempérait l'un de ses directeurs sportifs, Grisch Niermann. Mais, d'un autre côté, il revient de blessure, il n'a pas eu la préparation habituelle, nous n'avons pas la garantie qu'il puisse garder ce niveau ou s'améliorer pendant le Tour. » Vivement l'arrivée à Valloire pour en savoir plus...

**Il fallut attendre les 66 derniers kilomètres pour assister à une attaque, une vraie !**

Retour vers Turin. Glissant dans un espace-temps qui distordait les repères, il nous fallut attendre les 66 derniers kilomètres pour assister à une attaque, une vraie ! Un courageux s'y essaya en la personne du Français Fabien Grellier (TotalEnergies). Tout le monde se réveilla en sursaut. Entre art de la fugue et du mystère, le peloton reprit lui aussi sa marche en avant. Et le train des armadas de sprinteurs se mit en place avec une précision scientifique, essorant le fuyard Fabien Grellier et assommant le suspense. Nous eûmes fatalement droit à un sprint massif, duquel sortit vainqueur l'Érythréen Biniam Girmay (IWA), après un chamboule-tout. Gloire au cyclisme africain ! Signalons que, le paletot jaune changea d'épaules, passant de celles de Pogacar à celles de l'Équatorien Richard Carapaz. En cette journée particulière, nous n'oublions pas que les 175 rescapés furent frappés d'une sorte d'apathie, s'octroyant une belle promenade à bicyclette presque digne d'une cyclotouriste. Les coursiers restèrent ainsi maîtres des horloges de leur pédalier. À moins que ce ne fût le signe d'une veillée d'armes aux allures de peur irrationnelle... ou de tout autre chose. ■

**JEAN-EMMANUEL DUCOIN**

**RÉCIT**



# Mort d'Ismail Kadaré, le Victor Hugo de l'Albanie

**DISPARITION** L'écrivain s'est éteint à Tirana, capitale de son pays natal, qu'il a dépeinte sous toutes les coutures sa vie durant, sous le régime dictatorial d'Enver Hodja, qui ne lui fit pas de cadeau.

**L'**écrivain Ismail Kadaré, né en 1936 en Albanie, qui obtint en 1990 l'asile politique en France, s'est éteint à Tirana, capitale de son pays natal. Il avait 88 ans. Lauréat des plus grands prix littéraires (sauf le Nobel, qu'il a frôlé), traduit en plus de 45 langues, il est lu dans le monde entier. Élevé sous le régime de fer d'Enver Hodja (1908-1985), il a connu successivement les formes soviétique, puis chinoise de régimes communistes, avant la fermeture quasi totale de son pays au reste du monde.

## DE LA POÉSIE À LA LITTÉRATURE

Il fait ses études universitaires à Tirana, puis à l'Institut Gorki de Moscou. Il en est chassé en 1960, quand son pays rompt avec l'URSS pour se rapprocher de la Chine. Il écrit d'abord des poèmes. Son premier recueil, *Vers de jeunesse*, date de 1954. Il a 18 ans. À son retour en Albanie, il signe un nouveau recueil, *Mon siècle* (1961). Il écrit un premier roman à 27 ans. C'est *le Général de l'armée morte* (paru en 1963 en Albanie, sept ans plus tard en France). Un film en est tiré en 1983 par le cinéaste Luciano Tovoli, avec une belle distribution : Marcello Mastroianni, Michel Piccoli et Anouk Aimée, que l'on vient de perdre.



À Paris, en 1992.



Ce roman apparaît d'emblée comme un chef-d'œuvre, qui révèle que la littérature est la patrie d'élection de son auteur. Il y raconte comment un général italien est envoyé en Albanie pour récupérer les ossements de ses compatriotes tués pendant la Seconde Guerre mondiale...

Quand s'intensifie l'entente sino-albanaise, il publie *Chronique de la ville de pierre* (1971), sur son enfance pendant la guerre et sa découverte de Shakespeare. Il est élu député à l'Assemblée populaire de son pays de 1970 à 1982. La fonction est honorifique. Il voyage, fait connaître au-dehors l'Albanie, alors sous une chape de plomb. En 1973, *le Grand Hiver* évoque la rupture de son pays avec l'URSS. Ce sujet est encore au cœur du *Crépuscule des dieux de la steppe* (1978). Le héros, un jeune homme parti étudier à Moscou, c'est au fond lui-même. Durant les années 1970, il s'attache à explorer ouvertement les arcanes du régime. Dans *le Temps des querelles* et *Avril brisé*, il dépeint la vie quotidienne sous la dictature. On lui reproche violemment son « traitement subjectiviste des éléments historiques et son utilisation arbitraire des vieilles légendes albanaises ». Interdit de publication en 1978 et en 1985, il songe à s'exiler. En 1986, il compose *l'Année noire*, roman épique et burlesque qui donne à voir les prémices de l'indépendance de l'Albanie se libérant, en 1912, de la tutelle de l'Empire ottoman...

#### SHAKESPEARE POUR AUTEUR DE CHEVET

Ismaïl Kadaré sait éviter les pièges de la plate narration historique en mêlant, avec un art subtil, la plus fine analyse politique aux mythologies de la Grèce antique et en « shakespearisant » son récit. William

Shakespeare est son auteur de chevet. Il le révère. Il a également recours aux anciennes ballades « homériques » héritées du patrimoine oral de l'Albanie. C'est ainsi qu'en contrebandier magnifique, il sait signifier sous le manteau ce qu'il ne faut pas dire. Suggérer lui est une seconde et précieuse nature. Il a le souffle épique

et pratique l'allégorie. D'un roman à l'autre, ses personnages se retrouvent. L'humour, aussi présent, fait grandement partie de sa panoplie d'écrivain.

Dans *le Concert* (1981), il use d'un ton tragico-bouffon, hérité là encore du théâtre élisabéthain, pour narrer les péripéties de l'amitié de circonstance entre l'immense Chine de Mao et la minuscule Albanie d'Enver Hodja, jusqu'à la rupture, au début des années 1970. On lui reproche de tendre un miroir flatteur à Enver Hodja. Dans un entretien avec François Maspero, il explique ne vouloir écrire, « dans des conditions horriblement difficiles », qu'une littérature « normale ».

#### L'EXIL TARDIF

À la mort d'Enver Hodja en 1985, suivie de l'arrivée au pouvoir de Ramiz Alia, Kadaré se met à espérer. Déçu par la tournure prise par les événements, il s'exile et obtient l'asile politique en France. Ses romans à double fond (*l'Hiver de la grande solitude*, *le Dîner de trop*, *la Poupée*, etc.), ses nouvelles, ses poèmes et son théâtre (en tout, au bas mot, quelque cinquante livres !) font qu'aujourd'hui, Ismaïl Kadaré est placé, en son pays, au rang d'un Victor Hugo ou d'un Charles Dickens. C'est justice, car il a, depuis son lieu de naissance, intensément contribué à cette littérature d'Europe centrale dont Milan Kundera a maintes fois souligné les vertus. Car ces écrivains ont eu à connaître, subir et analyser des réalités historiques spécifiques, dans le siècle qui fut, justement, celui d'Ismaïl Kadaré. ■

MURIEL STEINMETZ



*Dämon* se veut une parade nuptiale avec la mort. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE

## Angélica Liddell, le pape et la prêtresse



**THÉÂTRE** En s'en prenant à la critique dramatique et à sa liberté de jugement, le spectacle de l'artiste espagnole provoque la polémique. La scène doit pourtant rester le lieu de la pensée complexe, surtout par les temps qui courent.

Avignon (Vaucluse), envoyée spéciale.

**D**e quoi parle *Dämon*, le nouveau spectacle d'Angélica Liddell (lire son entretien dans notre édition du 28 juin) ? De la mort, de la bistouquette du pape et de la critique. Sur le plateau rouge sang de la cour d'Honneur, le pape passe, marque un temps d'arrêt devant des toilettes posées contre le mur. Il aurait pu s'arrêter devant la pissotière ou le bidet. Puis il quitte la scène. Des silhouettes apparaissent dans une lumière incandescente aux fenêtres à meneau du mur qui surplombe la cour.

Pendant ce temps, Angélica Liddell envahit l'espace, mi-ange, mi-démon, nue sous un déshabillé de voile blanc. Elle arpente la scène, telle une marathoniennne, à la conquête de ce lieu hanté par les fantômes de son histoire. Liddell ne les craint pas. C'est le fantôme de Bergman qu'elle convoque, celui de Strindberg aussi. C'est un réquisitoire contre la putréfaction qui envahit le monde, cette pourriture qui colle à la semelle de nos chaussures en ces temps actuels. Elle enchaîne sans répit ; à peine reprend-elle son souffle pour nous balancer sa rage et sa hargne. Dans un esprit sacrificiel,

elle vient expier « nos » péchés sur scène. C'est à la fois plein de bondieuseries enfantines, de rituels christiques, ésotériques et, pourtant, Liddell blasphème désespérément. À la fois petite fille dans des habits trop grands, marâtre, sorcière. Elle cogne sur le patriarcat, ce monde où il suffit de bander, de montrer son sexe en érection, pour détenir le pouvoir, violer les femmes et les enfants.

#### LA DÉNONCIATION D'UN EXERCICE DÉMOCRATIQUE

On pense à cette séquence dans *Zoo*, de Peter Greenaway qui filme la putréfaction d'une pomme. Des pommes, il y en aura, bouffées par les quatre croque-morts qui accompagnent Angélica Liddell tout au long de sa parade nuptiale avec la mort. Les corps usés, fatigués des vieillards nous rappellent les étapes de la vie, un chemin de croix vers la décrépitude finale. Un enfant, les yeux bandés, assistera à des scènes érotiques entre des jeunes vierges et ces vieux cloués sur un fauteuil, imaginaire sadien fantasmé. Elle va branler le pape. Elle aussi se sera masturbée. J'irai cracher sur vos tombes...

Au centre du jeu, elle s'en prend à la critique. Projette sur les murs des morceaux choisis. Dérape sérieusement quand elle injurie

Stéphane Capron, notre confrère de France Inter. Elle « joue » sur la consonance phonétique entre Capron et « cabron » qui, en espagnol, peut signifier connard comme enculé. Elle va récidiver plus loin. S'en prendre aux fonctionnaires, de nouveau à la critique. « *Je crois que la critique, c'est quelque chose d'antédiluvien, d'archaïque et que c'est quelque chose qui fait du mal à l'art* », dira-t-elle le lendemain de la première lors de la conférence de presse.

Comme tout cela sonne vain. La critique peut être injuste, de mauvaise foi, se tromper... comme les artistes. Elle a même tendance à disparaître des journaux, à être atomisée par des patrons de presse qui considèrent cet exercice, hautement démocratique, comme inutile. Dans un paysage politique d'une noirceur totale, nous sommes tous, artistes, critiques, citoyens, au pied du mur. Pas question de se censurer ou de s'autocensurer. Il s'agit de défendre la liberté de création et de défendre la liberté de la presse. La liberté n'est pas à sens unique. Sinon, c'est la porte ouverte aux ennemis de la liberté. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

*Dämon*, jusqu'au 5 juillet, à 22 heures, cour d'Honneur du palais des Papes.

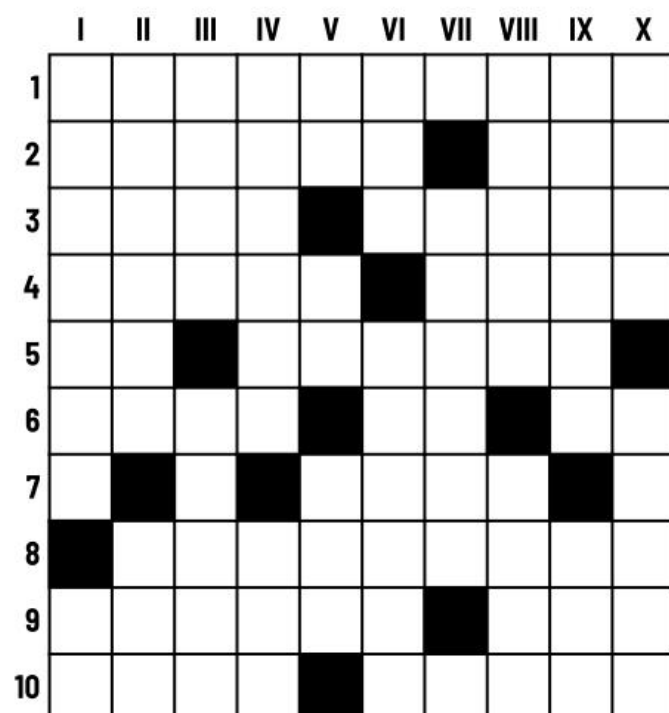


RETROUVEZ L'HUMANITÉ  
SUR INTERNETReportages, analyses,  
entretiens, chroniques,  
vidéos, directs...Toute notre actualité  
à portée de clic.

➤ www.humanite.fr

➤ facebook.com/  
humanite.fr➤ twitter.com/  
humanite\_fr➤ linkedin.com/  
company/lhumanite➤ Compte lhumanitefr  
sur Instagram

## MOTS CROISÉS N° 23 975 par Martial Dubois



## HORIZONTALEMENT

1. Fillette espiègle. 2. Mettrai hors de portée. Rivière suisse. 3. Défectuosité physique souvent héréditaire. Outil de cordonnier. 4. Impératrice byzantine. Éclosoes. 5. Nickel. Amidonna. 6. Poète épique de la Grèce antique. Erbium. Seul. 7. Estonien. 8. Bête de boucherie dont le corps est recouvert de graisse. 9. Motif décoratif constitué de rubans entrelacés. Masse de pierre. 10. Nid. Petit pain brioiché servi avec le thé.

## VERTICALEMENT

I. Médus. À toi. II. Mammifère marin des mers australes. Éclat de voix. III. Dans le Cher. Enduire de jaune d'œuf avant la cuisson au four. IV. Successeur de Saint Pothin. Scabreux. V. À elle. État-Major abrégé. Dupés. VI. Argile ocreuse. Femmes insupportables. VII. Qui ne donne plus signe de vie. VIII. Hors d'usage. Monnaie. IX. Narine du cheval. Résidu de la mouture du blé. X. Périodes. Fille du frère.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Potins. 2. Ta. 3. Lère. 4. Dore. 5. Irène. 6. Sa. 7. Un. 8. Este. 9. Croûteuse. 10. Tresse. VERTICALEMENT. I. Médus. II. Mammifère marin des mers australes. III. Dans le Cher. IV. Successeur de Saint Pothin. V. À elle. VI. Argile ocreuse. VII. Qui ne donne plus signe de vie. VIII. Hors d'usage. IX. Narine du cheval. X. Périodes. Fille du frère.

## l'Humanité

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil  
de surveillance. Société nouvelle du journal  
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue  
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

**Vente militante** 01 49 22 73 47**Publicité** Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

**Directoire**

Fabien Gay, président du directoire et directeur  
de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice  
de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général  
et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon,  
directeur des développements et de l'événementiel

**Conseil de surveillance**

Jean-Louis Frostin, président

**Actionnaires principaux** L'Association  
des lectrices et lecteurs de l'Humanité ;  
l'Association des diffuseurs de l'Humanité.**Impression** POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),  
Nancy-Print, CILA (Nantes)**Numéro ISSN** 0242-6870**Dépôt légal** Date de parution**Commission paritaire** 1124 C 79615**Tirage du vendredi 28 juin** 50 012 exemplairesImprimé sur des papiers produits en France, Belgique  
et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.  
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

**LES VOYAGES**  
**de l'Humanité**

**Việt Nam**  
Du Nord au Sud

DU 24 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 3 295 €\*  
\*Base 20 personnes. Prix hors taxes aériennes (no 0) et hors assurance annulation (4% du prix du voyage).

**LE +**  
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR  
DOMINIQUE BARI, EX-CORRESPONDANTE DE L'HUMANITÉ EN ASIE

**RENSEIGNEMENTS  
ET RÉSERVATIONS**  
LVJ - TLC VACANCES  
06 85 07 83 02  
contact@lvj-voyages.com

**l'Humanité**  
magazine  
Humanité.fr  
TOUTS LES CONTRATS, TOUTS LES DÉTAILS.

**LES VOYAGES**  
**de l'Humanité**

**Cuba**  
CUBA NE SE RACONTE PAS.  
CUBA SE VIT.

DU 28 NOVEMBRE AU 11 DÉCEMBRE 2024 • À PARTIR DE 2 980 €\*  
\*Base 18 personnes. Tarif valide pour les abonnés de l'Humanité. Supplément pour les non-abonnés : 100 €.

**LE +**  
VOYAGE ACCOMPAGNÉ PAR  
MAÏTÉ PINERO, EX-CORRESPONDANTE DE L'HUMANITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

**RENSEIGNEMENTS  
ET RÉSERVATIONS**  
Association Cuba Linda  
05 53 08 96 66  
cubalinda@wanadoo.fr  
voyage@humanite.fr

**l'Humanité**  
magazine  
Humanité.fr  
TOUTS LES CONTRATS, TOUTS LES DÉTAILS.





## La lumière de l'union des républicains et démocrates face à l'ombre de Weimar

**DOMINIQUE BAILLET** SOCIOLOGUE

**L**a dissolution de l'Assemblée nationale voulue par le président de la République et la convocation de nouvelles élections législatives les 30 juin et 7 juillet au moment où l'extrême droite française est en pleine ascension et obtient un score historique (40 %) rappellent à bien des égards la situation de novembre 1932 en Allemagne à la fin de la République de Weimar, situation que nous devons toujours garder à l'esprit.

Pourquoi ? Aux élections législatives anticipées de novembre 1932, le NSDAP avait obtenu 33 % des voix et 196 sièges au Reichstag, tandis que le SPD recueillait 20,4 % et 121 sièges, le KPD 16 % et 100 sièges et le Zentrum (parti catholique) 12 % et 70 sièges.

À l'issue de ces élections où le NSDAP a été largement en tête et où les deux partis de gauche, SPD et KPD, alors divisés, ont obtenu au total 36,4 % des voix, soit un score supérieur à celui du Parti national-socialiste, c'est le cabinet de Kurt von Schleicher, un militaire nationaliste, qui s'est formé. Mais alors qu'il ne parvenait pas à affermir son pouvoir et craignait une motion de censure lors d'une nouvelle session parlementaire, l'ancien chancelier

Franz von Papen est parvenu à convaincre le président Hindenburg de nommer un gouvernement de coalition NSDAP-DVNP (parti allemand nationaliste) avec Adolf Hitler à sa tête. Finalement, le 30 janvier 1933, le maréchal Hindenburg nomma Hitler chancelier, qui forma alors un gouvernement avec des membres du NSDAP et du DVNP. On connaît la suite... Le Reichstag est incendié le 27 février 1933 et cet acte est attribué à un complot communiste, les dernières consultations électorales libres ont lieu le 5 mars 1933 à l'occasion de législatives et Hitler, ayant obtenu 43 % des voix (majorité absolue), recourt par la suite à la loi du 24 mars 1933, qui lui donne les pleins pouvoirs.

Alors, pourquoi aujourd'hui ce rappel est-il si important ?

Parce que si à l'époque le SPD et le KPD s'étaient unis, ils auraient formé une majorité et le chancelier allemand aurait été issu de leur rang. Aujourd'hui, quatre-vingt-dix ans plus tard, en France, le Rassemblement national, héritier de l'extrême droite française de l'entre-deux-guerres et de la France de Vichy, bénéficie d'un suffrage équivalent à celui du NSDAP (33 %).

Alors, l'union de la gauche apparaît comme l'un de seuls remparts solides contre l'arrivée de ce rassemblement nationaliste au gouvernement. Certes, cette nouvelle union, baptisée Nouveau Front populaire, réunit des partis politiques de gauche qui ont des conceptions différentes en matière européenne et en politique étrangère. Mais elle comporte un socle commun solide en matière de politique intérieure et de politique sociale. Même s'il existe des querelles de personnes, même si les membres de ces partis peuvent être divisés sur certains enjeux internationaux (conflit israélo-palestinien, conflit russo-ukrainien, etc.), ils ont le devoir de s'entendre. Toutefois, ils doivent avoir en tête l'adage prêté à Karl Marx : « *L'histoire se répète toujours deux fois, la première fois comme une tragédie, la seconde comme une farce.* » Il ne faudrait donc pas que ce nouveau mouvement populaire soit une farce car la conséquence serait dramatique.

Il est possible de faire revivre l'esprit de la Résistance qui a allié en 1945, comme l'écrivait Louis Aragon dans son célèbre poème *la Rose et le réséda*, « *ceux qui croient au ciel* » et « *ceux qui n'y croient pas* ».

Si le Nouveau Front populaire a le mérite d'unir la gauche et lui permet d'obtenir un score comparable à celui estimé du Rassemblement national, et d'éviter au moins une majorité absolue de ce dernier, voire même relative, la solution qui irait du centre droit (démocrate-chrétien) à l'extrême gauche non seulement raviverait la flamme de la Résistance de 1945, mais permettrait sans conteste la victoire de tous les « vrais » républicains et éviterait de manière implacable

l'arrivée au pouvoir des descendants des mouvements d'extrême droite antirépublicains, antiparlementaires et fascistes de l'entre-deux-guerres.

Aujourd'hui, les hommes et les femmes de gauche, qui ont eu le mérite de parvenir en quelques jours à une unité, sont face à l'histoire et doivent faire don de

**Il est possible de faire revivre l'esprit de la Résistance qui a allié « ceux qui croient au ciel » et « ceux qui n'y croient pas ».**

leur personne à la République pour la sauver du risque de la tyrannie. Ils doivent faire vivre avec tous les républicains et les démocrates sincères de ce pays la République sociale et laïque, la seule, la vraie, l'unique, celle héritière de 1789, de 1848 et de 1871. Ainsi, ils doivent tous s'unir non seulement politiquement mais aussi philosophiquement et renouer avec l'universalisme pour que les chemins de la République soient éternels. ■



## Quatre-vingts ans, délai de péremption de la mémoire ?

**LOUIS-ALBERT SERRUT** AUTEUR, ESSAYISTE, SYNDICALISTE

**Q**uatre-vingts ans, soit trois générations, des grands-parents aux petits-enfants, ce temps semble suffire pour que la mémoire s'efface et l'oubli s'installe. De la tentative réactionnaire-fasciste pour prendre par la force le pouvoir en 1934, le scénario se reproduit presque à l'identique aujourd'hui, sinon que cela passe par les urnes avec la duplicité du pouvoir macroniste, qui depuis des années a ouvert la voie aux forces d'extrême droite. Les déclarations et actes violents, les manifestations fascistes contre tout ce qui est différent, les milices qui se déploient dans nos rues sans plus se dissimuler rappellent, à qui en fait l'effort, les ligues en Italie, les SA en Allemagne au début des années 1930, qui préparaient les esprits aux régimes fascistes.

**La remémoration paraît à présent tourner à vide, comme un rituel devenu désuet.**

Alors qu'hier nous commémorions le débarquement de juin 1944 en Normandie et les épisodes tragiques de la guerre mondiale contre le nazisme, voilà que ses épigones ressurgissent, ici en France, mais aussi en Italie, en Belgique, en Suède, en Allemagne, en Argentine. La leçon n'a-t-elle pas été comprise, n'a-t-elle pas été transmise ou est-elle déjà délibérément oubliée ?

La remémoration paraît à présent tourner à vide, comme un rituel devenu désuet à force de grandiloquence. Les grandes figures du combat contre l'horreur criminelle, contre les extrêmes droites et les fascismes, Simone Veil, Robert Badinter, Manouchian, les résistantes et résistants, sont à peine disparues et glorifiées que leurs luttes disparaissent des esprits, l'enseignement et la mémoire qu'elles portaient abandonnés.

Comme s'il fallait, à nouveaux frais et sans tenir compte de l'Histoire, éprouver encore les forces en jeu, mesurer les termes du danger et affronter les risques de destruction de la démocratie. Jusqu'à l'infatigable artisan de la mémoire de la Shoah Serge Klarsfeld, qui semble oublier, quatre-vingts ans après la déportation et l'assassinat des siens par les nazis, qu'ils furent la cause de son engagement sa vie durant. Circonvenu par les extrêmes droites de leur transformation en partis démocrates humanistes et pro-juifs, il ne paraît pas percevoir que les militants, élus, candidats de ces partis portent dans leurs convictions – ils ne parviennent pas à le dissimuler longtemps – les mêmes pensées xénophobes, sectaires, ostracisantes et antijuives, en un mot fascistes, que leur modèle.

Est-ce par confort, indifférence ou incompréhension que les esprits se ferment à ces évidences, à ces mensonges et dissimulations ? Ou bien est-ce que le temps d'apprentissage accordé à la mémoire, en vertu d'une incertaine ou inéluctable « loi » du temps qui passe, est révolu et que la péremption agit ? ■

Dernier ouvrage publié : *Institution d'un État moderne*, éditions de la Rose, 2021.



Pour la première fois, les JOP de Paris sont paritaires.  
Portraits de sportives qui ont marqué l'histoire de leur empreinte.

# Betty Robinson, phénix de l'athlétisme

Première médaillée d'or de l'histoire du 100 mètres, revenue d'entre les morts, l'athlète états-unienne demeure la plus jeune sprinteuse à avoir remporté le Graal.

**H**iver 1928. L'air est glacial. Sur le quai de la gare de Chicago, le mercure flirte avec les - 15 °C et Elizabeth « Betty » Robinson est en retard. Le train de banlieue pour Riverdale, à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale de l'Illinois, va se mettre en mouvement. À toutes jambes, l'adolescente court pour ne pas le manquer. Quelques mètres à peine, à pleine vitesse. À bord, installé côté fenêtre, Charles Price, professeur de biologie à la Thornton Township High School que fréquente Betty, n'en revient pas. Par ailleurs entraîneur au club d'athlétisme masculin du lycée, Charles Price propose à Betty de la chronométrer. En guise de piste, les couloirs de l'établissement. En guise de trophée, une place aux côtés de l'équipe de sprint de l'école, d'ordinaire réservée aux garçons. Betty épouse la discipline, dépasse les cadres machistes, déjoue tous les pronostics. Exit l'équipe d'athlétisme masculine, elle intègre rapidement le prestigieux Illinois Women's Athletic Club et, le 30 mars 1928, la jeune sprinteuse participe à sa toute première compétition officielle. Betty n'a que 16 ans. Bras tendus, genou à terre, pointes de pieds ancrées au sol, regard fixé sur la ligne d'arrivée du 100 mètres. Elle arrivera deuxième, talon-

**Après un crash d'avion, le légiste qui l'examine repère un filet de souffle.**

nant Helen Kilkey, alors détentrice du record de vitesse états-unien. Deuxième course. Un 100 mètres à nouveau que Betty engloutit en 12' 2", faisant tomber le record du monde sur cette distance. Un chrono d'exception, finalement invalidé en raison d'un vent prétendument trop favorable à la jeune athlète. Troisième course. Changement de décor, changement d'ambiance. Nous sommes à l'été 1928, les Pays-Bas accueillent la 9<sup>e</sup> Olympiade de l'ère moderne et Betty Robinson est du voyage. Pour la première fois de l'histoire des jeux Olympiques, les épreuves d'athlétisme et de gymnastique sont ouvertes aux femmes. L'hostilité de Pierre de Coubertin n'y aura rien changé. Le monde bouge et Betty Robinson ne compte pas laisser passer sa chance. Unique sprinteuse américaine à se qualifier pour la finale du 100 mètres, elle s'installe, affublée du dossard 879, dans les starting-blocks du stade olympique d'Amsterdam.

Nous sommes le 30 juillet 1928. Betty Robinson va entrer dans l'histoire. En 12,2 secondes, elle offre à son équipe sa première médaille d'or. Betty a toujours 16 ans et demeure, aujourd'hui encore, la plus jeune sprinteuse médaillée d'or des JO. « Je n'étais pas sûre d'avoir gagné, mais quand mes amis ont sauté des gradins par-dessus la rambarde et m'ont prise dans les bras, j'ai compris. Et lorsqu'ils ont levé le drapeau, j'ai pleuré », racontera-t-elle six décennies plus tard. Alors que le Comité international olympique, dans la perspective des Jeux de Los Angeles de 1932, songe à interdire à nouveau aux femmes de concourir, la menace du boycott américain le fera revenir sur sa décision. Betty reprend l'entraînement.

Soleil radieux et vent clément. En cette fin juin 1931, Chicago se pare d'une douceur estivale. À bord de l'avion de tourisme que pilote son cousin, Betty Robinson s'émerveille de la beauté des choses. Mais le destin et les caprices moteurs du petit biplan en décident autrement. À 600 mètres du sol, l'appareil décroche et s'écrase. Betty, le crâne en sang et les membres fracassés, est donnée pour morte. L'histoire raconte que le corps de la jeune athlète sera jeté dans un coffre de voiture et déposé à la morgue la plus proche. Le médecin légiste qui l'examine repère in extremis un filet de souffle, léger, imperceptible. Betty Robinson est vivante. Immédiatement transférée à l'hôpital du comté de Cook, elle y restera onze mois, dont sept dans le coma. À sa sortie, en fauteuil roulant, avec une jambe plus courte que l'autre, ses médecins affirment qu'elle ne remarquera jamais. Mais après deux ans de rééducation acharnée, Betty retrouve les pistes cendrées et la compétition. Déjà, les Jeux de Berlin se profilent. Mais, en 1936, la Grande Dépression frappe dur et la Fédération américaine d'athlétisme refuse de financer le déplacement des délégations féminines. Qualifiée, Betty Robinson vend ses trophées pour payer son voyage.

Des séquelles de son accident, elle n'en gardera qu'une. De taille. Incapable de s'agenouiller, Betty Robinson n'est pas admise au départ du 100 mètres. Un crève-cœur. Tant pis, elle partira debout, relayeuse du 4 x 100 mètres aux côtés d'Annette Rogers, d'Harriet Bland et d'Helen Stephens. Jour de finale. Les Allemandes font la course en tête. Mais, au dernier passage de relais, les favorites laissent échapper le témoin. Les Teutonnes abandonnent. Betty et ses coéquipières remportent l'or, écrivant un nouveau chapitre flamboyant de l'histoire de l'athlétisme, certes, de l'épopée du sport féminin, aussi, du roman personnel d'une athlète d'exception, surtout. ■

MARION D'ALLARD

